



Interreg
ALCOTRA



Fonds européen de développement régional
Fondo europeo di sviluppo regionale

Programme Interreg V-A France-Italie ALCOTRA 2014-2020

Plan intégré thématique (PITEM) “RISK”

“Résilience, Information, Sensibilisation et Communication aux Citoyens”

Objectif Spécifique 2.2 «Augmenter la résilience des territoires ALCOTRA plus exposés aux risques»

Projet n.3

RISK GEST

Description Technique Détaillée (DTD)

Sommario

1	INTRODUCTION.....	5
2	LES PARTENAIRES DU PROJET « RISK GEST».....	9
2.1	Fondazione CIMA (Chef de file du projet RISK-GEST).....	9
2.2	Regione Liguria	11
2.2.1	Sujet délégué : ARPAL.....	11
2.3	Service Départemental d’Incendie et de Secours de la Haute Provence - SDIS04.....	13
2.4	Région Provence-Alpes-Côte d’Azur.....	14
2.5	Région Autonome Vallée d’Aoste.....	15
2.5.1	Sujet délégué : Fondation Montagne sûre	16
2.6	Cité Métropolitaine de Turin	18
2.7	Service Départemental d’Incendie et de Secours de la Savoie - SDIS73	20
2.8	Bureau de Recherches Géologiques et Minières- BRGM	21
2.9	Region Piemonte	22
2.9.1	Sujet délégué : ARPA PIÉMONT	23
3	LE CONTEXTE DE COOPERATION TRANSFRONTALIERE	24
4	L’ORIGINE DU PITEM “RISK ”	25
4.1	Domaine d’intervention	26
4.2	Besoins exprimés	28
5	LE PROJET.....	29
5.1	Cadre logique.....	29
5.1.1	Référence au programme Alcotra	29
5.1.2	Objectif général	29
5.1.3	Objectifs spécifiques.....	29

5.1.4	Typologie des activités prévues.....	30
5.1.5	Résultats attendus.....	30
6	PLAN DE TRAVAIL ET GROUPES D'ACTIVITÉS.....	34
6.1	La structure du PITEM "RISK"	34
7	L'ORGANISATION DU PITEM RISK GEST	35
8	Projet n.3 "RISK-GEST"	36
8.1	WP1 - Coordination	37
8.1.1	Activité 1.1 - Gestion quotidienne du projet.....	37
8.1.2	Activité 1.2 - Gestion financière	38
8.2	WP2 - Communication.....	40
8.2.1	Activité 2.1 – Animation de la section du site Internet PITEM RISK dédié au projet	40
8.2.2	Activité 2.2 – Conception et mise en œuvre d'événements publics	41
8.2.3	Activité 2.3 – Réalisation et diffusion des activités de communication du projet.....	43
8.3	WP3 -Développement de la gouvernance multiniveaux pour l'augmentation de la résilience du territoire transfrontalier.....	44
8.3.1	Activité 3.1 – Programmes locaux d'aménagement du territoire.....	44
8.3.2	Activité 3.2-GÉOPORTAIL RiskNat.....	48
8.4	WP4 – Développement de méthodes et d'outils avancés pour la surveillance, 'alerte précoce, la prévention et la gestion intégrée	55
8.4.1	Activité 4.1 – Surveillance instrumentale.....	55
8.4.2	Activité 4.2 - Prévisions météo	57
8.4.3	Activité 4.3 – Glissements de terrain.....	59
8.4.4	Activité 4.4 – Développement d'outils pour l'échange d'informations	61
9	Calendarier des activités.....	64
10	COUTS - LISTE DETAILLEE DES COUTS.....	64

11	INDICATEURS DE RÈSULTAT ET DE REALISATION	64
11.1	a. de résultat du programme.....	64
11.2	b. de réalisation / output de projet.....	65
12	PLAN DE FINANCEMENT – SUBVENTION	65
12.1	FEDER.....	65
12.2	CPN	66
12.3	Autofinancement.....	66
12.4	Aide d'État	66

1 INTRODUCTION

La population de la zone de coopération ALCOTRA est de 5.704.362 habitants (donnée concernant l'année 2011). L'évolution démographique va vers un vieillissement progressif de la population. Le territoire ALCOTRA est contrasté en termes d'activités productives et de caractéristiques naturelles : c'est pourquoi les niveaux de développement économique sont différents d'une zone à l'autre. L'innovation tend à être faible dans les contextes ruraux et marginaux, alors qu'elle s'avère plus marquée dans les grands pôles urbains et à leurs alentours. De nombreuses zones – aussi bien à la montagne qu'à la mer – sont vouées au tourisme de masse, avec des impacts négatifs sur les territoires les plus fragiles.

Les régions transfrontalières des Alpes occidentales partagent une richesse extraordinaire et une grande diversité de milieux naturels et d'espèces, à partir des zones côtières de la Ligurie et de la Côte d'Azur jusqu'aux 4810 mètres du Mont Blanc. Les reliefs et les nombreux microclimats ont favorisé le développement d'écosystèmes très variés. La zone se caractérise par un contexte paysager d'une grande beauté, également grâce à un patrimoine historique, artistique et architectural extrêmement intéressant. Allées à la grande extension des aires naturelles et protégées, ces caractéristiques rendent ce territoire très attractif au point de vue touristique. Malgré de forts déséquilibres internes, la bonne qualité des ressources environnementales (eau, air, etc.) est accompagnée d'une fragilité marquée du territoire exposé aux risques naturels et technologiques, ainsi qu'aux effets du changement climatique. En effet, la diversité de milieux décrite ci-dessus détermine des problèmes liés au changement climatique très différents suivant, justement, le type de territoire : les zones montagnardes sont caractérisées par des phénomènes de retrait des glaciers, de déséquilibre hydrogéologique et d'érosion du sol, les zones de colline principalement par des déséquilibres et par une exposition croissante aux incendies et les zones en bord de mer par des inondations, ainsi que – à long terme – par des phénomènes d'érosion côtière. Ce territoire se présente donc à la fois comme attractif et fragile, chargé de contrastes.

Ces régions ne partagent pas que des risques : elles possèdent également un atout, un vaste patrimoine de connaissances et d'expériences de travail en commun, qui est le fruit de plus de vingt ans de coopération transfrontalière.

De nombreuses institutions publiques des territoires alpins partagent le même besoin de mettre en valeur les résultats des recherches et expériences déjà réalisées, pour aboutir à des applications concrètes au bénéfice des populations. De plus, il est nécessaire de déterminer ensemble les axes d'amélioration prioritaires et de programmer de façon coordonnée les nouvelles actions à effectuer, avec une coordination d'envergure en termes d'extension territoriale et de mise en commun du potentiel scientifique et technique disponible pour réaliser des expériences et des actions innovantes toujours plus efficaces.

Le projet PITEM RISK naît donc de la volonté d'unir deux réseaux transfrontaliers sur le territoire Alcotra, ayant une expérience consolidée : le réseau de gestion des risques naturels et le réseau de gestion des situations d'urgence. Dès le départ, ce nouveau partenariat a eu l'objectif ambitieux de considérer le territoire Alcotra comme un seul vaste laboratoire d'action, pour mettre en œuvre des solutions conjointes en mesure d'augmenter la résilience des territoires les plus exposés aux risques, entre autres par le biais de la réalisation d'interventions innovantes de communication et d'éducation en mesure de concerner directement la population. Dans ce contexte territorial, les méthodologies et les outils transfrontaliers les plus significatifs seront testés, à l'intérieur de zones-pilotes déterminées ; de plus, le réseau des services

utilisés par les différents acteurs responsables sur le territoire Alcotra sera renforcé, en encourageant l'interopérabilité des données.

Au cours des programmes précédents, les régions transfrontalières des Alpes occidentales ont constitué des réseaux transfrontaliers consolidés en matière de risques, qui ont abouti à la création d'une plateforme interrégionale d'échange d'expériences, de mise en valeur des informations et de réflexion stratégique partagée en matière de risques naturels (réseau né avec le projet PRINAT), ainsi que d'un réseau de gestion des situations d'urgence (sapeurs pompiers et réseaux appartenant à différents projets de coopération, comme PRODIGE), intégré dans les systèmes respectifs de protection civile à l'échelon national et à l'échelon régional.

Le réseau en matière de risques naturels a abouti avec le projet stratégique "RiskNat" (2009-2012), suite à de nombreuses années de coopération transfrontalière dans ce domaine. La longue période d'échanges et d'expériences a permis à la communauté technique et de gestion transfrontalière d'apprendre à se connaître et d'affronter un grand nombre de problèmes concernant la prévention des risques naturels dans les territoires alpins de montagne. Le réseau technique-institutionnel de RiskNat a consenti d'affronter un très large éventail de thèmes (scientifiques, techniques, administratifs, juridiques et normatifs, etc.), avec la valeur ajoutée d'un pilotage politique d'orientation stratégique qui a permis d'harmoniser les directions futures d'intervention. L'importance et la variété de ce réseau transfrontalier, alliées à la quantité et à la qualité des échanges qui ont eu lieu, se sont avérées très positifs dans le domaine de l'espace transfrontalier, de façon pleinement cohérente avec la perspective de renforcement de l'identité européenne.

C'est dans ce cadre que s'inscrit de façon tout à fait cohérente la collaboration concrète qui existe depuis longtemps entre les forces transfrontalières responsables des interventions sur le territoire Alcotra pour protéger aussi bien les habitants que les touristes. La capacité d'intervention transfrontalière se concrétise par des actes de planification conjointe Italie - France (le Plan Binational pour le Tunnel du Fréjus, par exemple), par la présence de risques territorialement problématiques et significatifs (certains barrages à la frontière), par les interventions qui ont eu lieu lors de situations d'urgence nationales où des unités de personnel sont entrées en action en territoire transfrontalier, au-delà de la frontière de leur compétence (inondation de l'an 2000 en Vallée d'Aoste), ainsi que par les manœuvres d'exercice périodiques sur le terrain qui sont effectuées de façon conjointe.

Le projet a comme objectif d'améliorer cette capacité d'action par-delà les frontières sur le territoire Alcotra, de prévoir des actions de formation conjointes et de surmonter certaines difficultés opérationnelles qui existent encore. La collaboration entre les opérateurs de protection civile italiens et français s'est consolidée avec la réalisation des projets de coopération PRODIGE, PICRIT FORTRESS, axés sur la gestion des crises et la résilience des territoires.

Les nombreuses activités conduites par les deux réseaux transfrontaliers (projets FORMARISC, FORTRESS, PICRIT, stratégique RiskNat, RiskNET, PRODIGE, etc.) ont eu des retombées importantes, avec des impacts positifs sur le territoire ALCOTRA, bien que certains points critiques, qui feront l'objet d'interventions dans le cadre du PITEM RISK, demeurent à résoudre.

La volonté de capitaliser les résultats que les deux partenariats ont obtenus au cours de plusieurs années de coopération transfrontalière a mis en évidence la nécessité de réaliser un parcours commun qui, sous une coordination unique, fasse confluer les expériences techniques et de gestion avec les expériences plus

purement opérationnelles, visant la gestion des situations d'urgence au moment des événements. C'est pour cela qu'il est important, pour l'avenir de la coopération transfrontalière dans le domaine des risques, de tirer tous les enseignements utiles des expériences précédentes, afin de consolider, d'uniformiser et de développer encore davantage les progrès réalisés pour surmonter ensemble les limites ou les difficultés rencontrées.

Vu les ressources financières limitées à consacrer à la gestion et à la prévention des risques, le PITEM représente donc une grande opportunité pour le territoire Alcotra, pour tester de nouvelles modalités d'intervention dans le but de répondre, aussi, aux risques émergents, par le biais de technologies innovantes (ex. communication sur les réseaux sociaux, simulation en réalité virtuelle, partage de base de données existantes, etc.) en mesure d'accroître l'efficacité de la gestion des risques et des situations d'urgence. Pour ce faire, il faudra réaliser des parcours ciblés de communication - destinés au grand public et visant à rendre les citoyens actifs dans les choix concernant le territoire - ainsi que des actions d'éducation et de formation de tous les acteurs impliqués, dans l'optique de réduire les temps d'intervention et, par conséquent, les temps de réponse d'un territoire lors d'une catastrophe, en augmentant sa résilience.

Ainsi, les activités entreprises dans le cadre du PITEM RISK naissent, d'une part, de la nécessité de contraster la fragilité des territoires, qui, exposés aux risques liés aux effets du changement climatique, subissent une baisse du tourisme et l'abandon progressif du territoire, en termes de population et d'entreprises et, d'autre part, de la volonté de répondre de manière satisfaisante à un intérêt général croissant de la population, qui demande à être informée, notamment au moyen d'outils innovants pour les plus jeunes, et à jouer un rôle toujours plus actif et déterminant dans les choix effectués sur son propre territoire, tout particulièrement pour ce qui est des actions communes, liées à la rédaction des plans de protection civile à l'échelon municipal.

De plus, ces interventions sont finalisées à surmonter certaines limites qui existent sur le territoire transfrontalier, mise en évidence au cours des expériences précédentes de coopération transfrontalière, comme par exemple la fragmentation des compétences institutionnelles et le fait que les données ne sont pas à la disposition de tous les acteurs impliqués dans la gestion des situations d'urgence. Tout cela aboutit, en effet, à des failles techniques et opérationnelles évidentes dans la gouvernance territoriale, avec des retombées graves et des retards dans la gestion des crises et des situations d'urgence sur le territoire transfrontalier.

Enfin, la faible perception des effets que le changement climatique a sur la vie quotidienne démontre qu'il est indispensable d'accroître la sensibilité et la culture des citoyens et des administrateurs publics, entre autres dans une optique visant à encourager une culture transfrontalière du territoire plus forte et à souligner sa valeur en tant que bien commun à entretenir et à préserver pour les générations futures.

Le projet RISK-GEST vise en particulier à faire face aux situations critiques en développant la filière de la prévention, la protection et la préparation pour la gestion du risque, intégrée et normalisée autant que possible entre les institutions compétentes au niveau transfrontalier. Pour cela, le projet mettra au point des stratégies d'intervention communes, visant au développement de la prise de conscience du risque et à l'amélioration du savoir sur les phénomènes, à travers la définition de politiques de gouvernance multiniveaux pour l'accroissement de la résilience du territoire transfrontalier et le développement de méthodes avancées d'évaluation et de surveillance et gestion des risques.

Progetto n.3 RISK GEST

De cette manière, la capacité de planification de la gestion des urgences sera augmentée et uniformisée dans la zone de coopération à l'aide des données et instruments élaborés dans le cadre du projet, tout comme la capacité cognitive et prédictive des inondations, des glissements de terrain et des avalanches, avec des bénéfices durables.

2 LES PARTENAIRES DU PROJET « RISK GEST»

2.1 Fondazione CIMA (Chef de file du projet RISK-GEST)

Il est une institution de recherche à but non lucratif et par l'intérêt général du pays, immatriculée au Registre des personnes morales n ° 34 / UTG de Savone. Il vise à promouvoir l'étude, la recherche scientifique, le développement technologique et l'éducation de haut ingénierie et de les sciences de l'environnement afin de protéger la santé publique, la protection civile et la protection des écosystèmes aquatiques et terrestres.

Il est fondé par le Département national de la protection civile, Université de Gênes, Région Ligurie et la province de Savone. Il est centre de compétence du système de protection civile conformément à l'art. 2 de Décret du Président du Conseil des ministres DPCM de 14.9.2012, dans les domaines de la dynamique atmosphérique et de la mer, de la hydrométéorologie, de la hydrologie et de la hydraulique, de l'évaluation et de la gestion des risques naturels et industriels et d'origine anthropique de le risque de le feux de forêt et zone rurale, de le risque de territoires pollués.

Il s'agit d'une institution de recherche, d'innovation et de formation, conformément à l'article 12 de la loi régionale de la région Ligurie du 27 décembre 2011 n ° 38.

CIMA a de nombreuses années d'expérience dans la rédaction et la gestion de projets nationaux, européens et internationaux.

Il a été coordinateur du • Attribution de services du "Programme de soutien au renforcement de la gouvernance dans le domaine de la réduction des risques hydrogéologiques et hydrauliques à des fins de protection civile, dans le cadre du PON Gouvernance et capacité institutionnelle 2014-2020 • PROTERINA3Évolution, Maritime ITA-FRA. Améliorer la capacité des institutions à prévenir et à gérer conjointement les risques d'inondation afin de renforcer la capacité à réagir aux risques d'inondation avec l'approche participative. • PROTERINA-Due, Marittimo ITA-FRA. Investissements pour la valorisation des réseaux d'observation liés au risque hydrogéologique et aux feux de forêt et pour l'amélioration du partage d'informations entre les institutions et le territoire. www.proterina.eu • RASOR, FP7. Développement d'une plateforme pour l'analyse des risques dans un contexte multi-risques et pour accompagner l'ensemble du cycle de gestion des catastrophes. www.rasor-project.eu • DRIHM, FP7. Améliorer la modélisation hydrométéorologique existant en Europe. www.drihm.eu • DRIHMS, FP7. Promotion de la sensibilisation au GRID au sein de la communauté hydrométéorologie scientifique européenne à travers la diffusion d'une plate-forme par la collaboration en ligne. www.drihms.eu • DRIHM2US, FP7. Il encourage la coopération entre l'Europe et les États-Unis pour le développement d'une infrastructure électronique commune pour la recherche hydrométéorologie. www.drihm2us.eu • EVRECA!, DG ECHO. Définir des lignes directrices pour le recrutement et la formation de bénévoles dans le domaine de la gestion des urgences. www.evreca.eu Entrepreneur unique • Accord de recherche avec le Département de Protection Civile pour "le développement des connaissances, des méthodologies, des technologies et des formations avancées pour la mise en œuvre des systèmes nationaux de prévision, de surveillance, de prévention et de surveillance, ainsi que pour la mise en œuvre de la fonction d'appui technico-scientifique au sein du service national de protection civile ". • Avis scientifique à l'UNISDR pour la rédaction du Rapport d'évaluation globale (GAR). www.preventionweb.net. Il a été Partenaire du • Projet Horizon2020 DRS1 ANYWHERE; • IPA-Flood, DG ECHO. Programme de prévention, de préparation et d'intervention en cas d'inondation dans les Balkans

occidentaux et en Turquie; • Actuator de la Region Liguria dans les projets PROTERINA-C et RESMAR. Pour tout complément d'information : www.cimafoundation.org.

Dans le projet PITEM RISK, CIMA apporte sa longue expérience dans le domaine de la protection civile et de la recherche pour la réduction des risques d'origine naturelle ou anthropique (avec une référence particulière au risque d'inondation). Cette expérience a fait que, depuis 2007, il s'agit du Centre de Compétence du Système National de Protection Civile sur ces thematic. Dans le cadre du projet RISK, la Fondation CIMA agira comme coordinateur du projet simple RISK GEST et contribuera aux projets simples RISK COM, RISK FORM et RISK ACT, et participera au projet de coordination.

En tant que coordinateur du projet RISK GEST, la Fondation CIMA peut garantir le développement de méthodes avancées d'évaluation et de suivi des risques et de gestion des risques, en identifiant de nouveaux outils et approches qui rassemblent l'automatisation et le comportement proactif des administrations et des citoyens, en capitalisant sur les expériences transfrontalières passées en matière de planification et de participation aux situations d'urgence et, en général, sur la prévention, la protection et la préparation à la gestion des risques. De plus, étant donné sa présence aux tables de décision nationales et internationales, il peut assurer l'alignement avec les politiques nationales et européennes en matière d'atténuation des inondations.

2.2 Regione Liguria

La région Ligurie est un organisme territorial public selon l'art. 131 de la Constitution Italienne, avec des compétences législatives concurrentes, en vertu de l'art. 117 de la Constitution en matière de protection civile.

La Région Ligurie, tout comme les autres régions italiennes, assure, de manière conjointe avec le Département italien de protection civile, le gouvernement et la gestion du système d'alerte national. Le système d'alerte national et régional est constitué d'instruments, méthodes et modalités établis pour développer et acquérir le savoir, les informations et les évaluations en temps réel concernant la prédiction, l'apparition et l'évolution du risque météo-hydrogéologique et hydraulique, en vue de prévenir les différents niveaux du territoire et la population. La gestion est effectuée à travers le réseau des Centres fonctionnels décentralisés (CFD), chargés du déroulement des activités de prévision, suivi et surveillance en temps réel des événements et de l'évaluation des effets conséquents sur le sol. Pour la Région Ligurie le CFD est incorporé dans l'ARPAL. La région s'occupe en outre, en vertu des législations nationales et sur la base des directives nationales, de préparer les programmes de prévision et de prévention des risques, ainsi que de fournir des orientations en matière de planification communale. Les systèmes d'alerte régionaux sont essentiels pour l'activation des mesures de prévention prévues dans la planification communale, visant à protéger en premier lieu l'intégrité des citoyens et les biens et les activités productives de la région. Finalement, parmi les objectifs régionaux on trouve celui de promouvoir chez les citoyens la sensibilisation à la protection civile, aussi à travers de programmes d'information.

La Région Ligurie a une expérience décennale dans la programmation européenne concernant divers sujets.

En particulier, en matière de protection civile, la Région Ligurie –Secteur de la protection civile– a été partenaire du Projet URAMET (Union des RADARS MÉTéorologiques), dans le cadre duquel des parties du RADAR du Mont Settepani, appartenant à la Ligurie-Piémontaise, ont été modernisées en vue d'améliorer la prévision à très court terme et les procédures d'échange et d'intégration des données des radars météorologiques du Mont Vial et du Mont Settepani pour toute la zone de coopération. Dans le domaine de la programmation Italie France maritime 2007-2014, la Région Ligurie –Secteur de la protection civile– a été le Chef de file du projet Proterina C, sur les incendies de forêt et d'interface, elle a été partenaire du projet Proterina2, du Projet stratégique RESMar Action E, dans le 2014-2020 elle est encore partenaire du Projet stratégique Proterina 3 Evolution.

2.2.1 Sujet délégué : ARPAL

L'Arpal, Agence régionale pour la protection de l'environnement de la Ligurie, est un organisme public.

L'ARPAL a été créée par la Loi régionale 39/95, en application de la Loi 61/94 ; à présent l'Agence est régie par la [loi régionale N° 20 du 4 août 2006](#) et ses modifications ultérieures, « *Nouvelle organisation de l'Agence régionale pour la protection de l'environnement de la Ligurie et réorganisation des activités et des organismes de planification, de programmation, de gestion et de contrôle dans le domaine de l'environnement* ».

En vertu de la loi mentionnée ci-dessus, l'ARPAL est dotée de personnalité juridique de droit public, d'autonomie technique-juridique, administrative et comptable et elle est soumise aux lignes directrices et à la surveillance de la région (art. 4, alinéa 1).

L'ARPAL réalise les tâches et les activités techniques-scientifiques d'intérêt régional figurant à l'article 1 de la loi N° 61 du 21 janvier 1994 et soutient la région et les organismes locaux dans la protection de l'environnement, de la nature, des ressources hydrologiques, dans la défense du sol, dans la protection civile, ainsi que dans la prévention et la promotion de la santé collective et de la sécurité (art. 4, comma 2).

Les activités météo-hydrologiques du CFMI-PC, qui dépend fonctionnellement de la structure régionale compétente en matière de protection civile (art. 4, alinéa 4), sont également effectuées auprès de l'ARPAL.

À l'art. 8, « Rapports entre le Centre fonctionnel météorologique hydrologique – Protection civile et la Région », il est indiqué que ce centre, organisé à l'intérieur de l'ARPAL :

- fait partie du Service national de protection civile et dépend fonctionnellement de la structure régionale compétente (alinéa 1) ;
- exerce les fonctions et les activités de prévision, suivi et surveillance du risque météorologique hydrologique en vue de la protection civile (alinéa 2) ;
- développe les fonctions figurant à l'alinéa 2 de manière intégrée sur tout le territoire de la région et en connexion opérationnelle avec les autres structures du Service national de protection civile.

2.3 Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute Provence - SDIS04

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours des ALPES DE HAUTE PROVENCE (SDIS 04) est un établissement public administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie juridique.

Il est en charge, sur le territoire des ALPES DE HAUTE PROVENCE de la prévention, de la protection et de la lutte contre les incendies. Il concourt, avec les autres services et professionnels concernés, à la protection et à la lutte contre les autres accidents, sinistres et catastrophes, à l'évaluation et à la prévention des risques technologiques ou naturels ainsi qu'aux secours d'urgence.

Dans le cadre de ses compétences, il exerce les missions suivantes :

- 1° La prévention et l'évaluation des risques de sécurité civile ;
- 2° La préparation des mesures de sauvegarde et l'organisation des moyens de secours ;
- 3° La protection des personnes, des biens et de l'environnement ;
- 4° Les secours d'urgence aux personnes victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes ainsi que leur évacuation

Le SDIS des ALPES DE HAUTE PROVENCE est un partenaire présent dans différents dossiers projets Européens en rapport avec les problématiques de protection civile et de résilience des territoires :

- Programme PICRIT (2011-2013), Programme PRODIGE (2014-2018), Programme FORTRESS
- RESCULT (en cours fonds DG ECHO), FSI POLICE (en cours fonds DG HOME).

Le SDIS ALPES DE HAUTE PROVENCE emploie 1.500 personnes environ sous différents statuts sapeurs-pompiers volontaires, sapeurs-pompiers professionnels ainsi que personnels administratifs et techniques. Il a un budget annuel d'environ 23.000.000 € et traite environ 18.000 interventions par ans.

Dans le projet simple RISKGEST, le SDIS 04 est présent dans Action 1.1 - Gestion quotidienne du projet ; Action 1.2 - Gestion financière ; Action 3.2 - Géo Portail RiskNat ; Action 4.4 - Développement d'outils pour l'échange d'informations.

2.4 Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

La région Provence-Alpes Côte d'Azur est une collectivité territoriale inscrite à l'article 72 de la Constitution française. Il a plus de 4,9 millions d'habitants pour une surface de 31.500 km². La montagne couvre à peu près le 60 % de cette surface.

La région intervient dans le domaine des risques au titre de plusieurs de ses compétences et en particulier dans le plan de développement territorial et dans le développement économique. De fait, la prise en compte des risques naturels est un élément essentiel pour le développement du territoire régional. La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur mène une politique de développement de la culture des risques, de développement des connaissances et de soutien aux institutions locales

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur intervient dans le domaine des risques en montagne depuis plusieurs années au titre de ses compétences notamment en matière d'aménagement du territoire. Elle s'est dotée d'un service Eaux et risques naturels qui a développé l'ensemble des compétences techniques nécessaires à la collectivité.

Dans le domaine de la gestion des risques, la région PACA a été partenaire des projets Risknat et Risknet. Plus généralement, la région PACA a été partenaire et leader des projets MED 2007-2013 et 2014-2020 et des partenaires de nombreux programmes de coopération: Maritime, MED, Interreg Europe.

La Région Provence-Alpes Côte d'Azur est fortement intéressé par le développement d'une culture transfrontalière de gestion des risques naturels. Les actions spécifiquement portées par la Région dans le cadre du PITEM bénéficieront de l'amélioration apportée par les échanges avec les partenaires et de leur insertion dans des projets plus globaux. Enfin, la Région utilise les résultats des projets Alcotra pour affiner sa politique de soutien aux maîtres d'ouvrages locaux en matière de risques naturels.

2.5 Région Autonome Vallée d'Aoste

Le Département programmation, ressources hydriques et territoire coordonne au sein de l'Administration régionale les différentes structures chargées de la gestion du territoire dans les différents domaines liés aux risques naturels (inondations, éboulements, avalanches, coulées de débris, activité sismique, ...). De plus, les structures régionales impliquées dans le projet, comme le Département de la protection civile et les sapeurs pompiers, avec le Centre fonctionnel régional, ont des compétences techniques et thématiques pertinentes par rapport au projet.

Les structures de direction impliquées dans le projet PITEM effectuent notamment les activités suivantes :

- suivi des relations avec les Ministères, les institutions nationales et internationales, les organisations et les sujets externes par rapport à l'Administration, pour ce qui est des risques affrontés dans le cadre du PITEM;
- coordination des activités liées à la défense du territoire des risques hydrogéologiques et à la gestion rationnelle des ressources hydriques et suivi de la programmation de la planification de secteur ;
- coordination de la gestion du Système d'information territoriale régionale pour les thèmes concernant l'utilisation des ressources hydriques et la défense du territoire des risques hydrogéologiques ;
- proposition de la réalisation d'initiatives de formation et d'information spécifiques, puis suivi de leur mise en œuvre, pour la diffusion des données concernant les secteurs de compétence ;
- réalisation des formalités, des études et des produits nécessaires pour élaborer la prévision des effets au sol des conditions météo défavorables, avec la collaboration des structures régionales compétentes ;
- en cas de calamité, le monitoring de la situation 24h/24 en cours d'événement et pour toute sa durée.

Au point de vue de la gestion et de l'administration, les Structures du Département programmation, ressources hydriques et territoire – entre autres grâce aux expériences précédentes, notamment à la gestion en tant que Chef de file du projet stratégique RISK NAT (Programmation 2007-2013) – est en mesure d'assurer le bon résultat de l'opération et la coordination d'un partenariat si varié et étendu.

En ce qui concerne les projets de Coopération territoriale, le Département possède une expérience désormais consolidée de coordination et de gestion, technique et administrative, sur les projets, à l'échelon aussi bien transfrontalier que transnational.

Notamment :

- Programmation 2014-2020, Programme Italie-France Alcotra, les Structures du Département sont Chef de file du Projet ART_UP_WEB, RISVAL et RISBA ;
- Programmation 2014-2020, Programme Espace Alpin, les Structures du Département sont partenaires du Projet LINK4SOILS ;
- Programmation 2007-2013, Programme Italie-France Alcotra, les Structures du Département ont été Chef de file des projets simples n. RISE, DYNAVAL, MAP³, CASSAT, RISKNET, partenaire des projets RESBA et MASSA. De plus, comme cela a déjà été dit, le Département a été Chef de file du projet stratégique RISK NAT, dans le cadre duquel ont été réalisées des activités concernant les inondations, les éboulements, les avalanches, les coulées de débris, l'activité sismique ;
- Programmation 2007-2013, Programme Italie-Suisse, le Département a été partenaire du Projet Stratégique STRADA et Chef de file des projets CAPVAL et SORGENTI ;

- Programmation 2007-2013, Programme Espace Alpin, le Département a été partenaire des projets TRANSALPE et START_IT_UP ;
- Programmation 2000-2006, Programme Italie-France Alcotra, le Département a été chef de file de projets tels que RISKYDROGEO n° 179 (ex 46), ROCKSLIDETEC n° 023, partenaire dans le projet Sécurité en montagne n° 125 ;
- Programmation 2000-2006, Programme Espace Alpin, le Département a été partenaire du projet SISMOVALP.

2.5.1 Sujet délégué : Fondation Montagne sûre

La Fondation Montagne sûre a été fondée par la loi n° 9 du 24 juin 2002 de la Région Autonome Vallée d'Aoste. Les organismes fondateurs sont la Région Autonome, la Commune de Courmayeur, le Secours Alpin Valdôtain et l'Union Valdôtaine des Guides de Haute Montagne.

La Fondation poursuit les objectifs suivants :

- étude des phénomènes climatiques et météorologiques ;
- étude des phénomènes naturels qui conditionnent la vie à la montagne ;
- analyse du risque hydrogéologique ;
- mise en valeur des activités humaines visant à limiter le dépeuplement de la montagne ;
- développement de la sécurité en montagne ;
- étude des problèmes liés au secours en montagne ;
- mise en valeur de l'alpinisme et de la randonnée ;
- gestion du centre Villa Cameron (Lieu-dit Villard de La Palud - Courmayeur - siège opérationnel de la Fondation).

Membres : la Région Autonome de la Vallée d'Aoste, la Commune de Courmayeur, le Secours Alpin Valdôtain et l'Union Valdôtaine des Guides de Haute Montagne, l'Unité sanitaire locale de la Vallée d'Aoste (depuis le 1^{er} janvier 2010).

La Fondation Montagne sûre poursuit ses objectifs institutionnels en oeuvrant prioritairement comme *Centre opérationnel et de recherche appliquée sur le territoire de haute montagne*, dans les secteurs des risques naturels, de la sécurité en montagne, de la neige et des avalanches, de la glaciologie, du développement durable.

L'activités de recherche est complétée par le développement de la part de la Fondation d'interventions synergiques comme :

- a. *Centre de documentation sur la haute montagne*, une référence pour l'information sur le territoire valdôtain de haute montagne;
- b. *Centre de formation spécialisée* sur les thèmes de la sécurité en montagne, des risques naturels et du milieu alpin.

La Fondation Montagne sûre est *inscrite au registre public des Organismes accrédités* pour les deux macrotypologies suivantes :

⇒ formation continue et permanente ;

⇒ formation supérieure.

La Fondation est au centre d'un réseau transfrontalier sur les risques naturels et la sécurité en montagne, constitué de relations avec les organismes de recherche alpins, ainsi que de projets opérationnels financés par l'Union européenne. Ce réseau met également en œuvre des approfondissements techniques et des événements de communication destinés au grand public.

Pour tout complément d'information : www.fondazionemontagnasicura.org

2.6 Cité Métropolitaine de Turin

La Cité Métropolitaine de Turin est un organisme public qui a hérité des fonctions administratives de l'ancienne province de Turin (aujourd'hui abolie). Ses missions sont les suivantes :

- mise à jour annuelle du Plan stratégique de la région métropolitaine;
- gestion et l'organisation coordonnée des services publics d'intérêt général;
- la la planification générale, y compris les moyens de communication, les réseaux, les services et les infrastructures de la communauté métropolitaine d'intérêt commun;
- la mobilité et le réseau routier, en particulier en assurant la compatibilité et la cohérence avec l'urbanisme municipal;
- la promotion et la coordination du développement économique et social, des systèmes d'information et de la numérisation dans les zones métropolitaines;

En particulier, le Service de la protection civile s'acquitte des tâches suivantes:

- l'élaboration et la mise à jour des plans municipaux de protection civile en relation avec les risques naturels comme anthropiques;
- la gestion du système local d'alerte météorologique (avec les 316 communes);
- prévention des risques par la formation et la communication;
- la participation, avec d'autres instances administratives pour la gestion des crises, en offrant un soutien à 316 municipalités.
- l'organisation et la promotion d'exercices de protection civile.

A travers l'analyse des facteurs environnementaux et anthropiques (pour la mise à jour constante du Système d'Information Territoriale qui lui est dédié), la Cité Métropolitaine de Turin a plus de 20 ans d'expérience dans la prévention et la gestion des situations d'urgence, causées par les risques naturels et anthropiques.

Le Service de la protection civile mène également les activités suivantes, conformément aux lois nationales et régionales:

- Adoption d'un programme provincial de prévision et de prévention des risques;
- Transmission du Bulletin d'Alerte Météohydrologique à 316 communes, telle que définie par le Décret Disciplinaire Régional d'Alerte (D. G. R. 30 juillet 2007, n. 46-6578);
- Mise en place de programmes de prévision et de prévention des risques et élaboration de plans - Mise en œuvre des interventions d'urgence en cas de crise provoquée par l'événement ou de l'imminence d'évènements visés à l'article 2, paragraphe 1, point b), de la loi. 225/1992 faisant également appel au Corps national des Pompiers;
- Mise en place des activités suite aux premières interventions techniques pour favoriser le retour à des conditions de vie normales dans les zones touchées par les catastrophes;
- Surveillance des activités de préparation par les structures provinciales de protection civile des services d'urgence, y compris celles de nature technique, à mettre en œuvre en cas d'événements calamités au sens de l'article 2, paragraphe 1, lettre b) de la loi. 225/1992;
- Interventions pour l'organisation et le recours au volontariat et la mise en œuvre de périodes de formation régulières et, en accord avec la Région, de cours de formation spécialisée.

En collaboration avec la Préfecture de Turin et les collectivités locales concernées, le Service de la protection civile apporte un appui technique à la rédaction de :

- Plans d'urgence externes (sociétés à risques d'accidents majeurs - Décret législatif 105/2015);
- Plans d'urgence des barrages;
- Plans d'urgence des tunnels ferroviaires;
- Plans d'urgence pour les risques hydrogéologiques;

Pour des informations plus complètes, consulter le site Web institutionnel:
<http://www.cittametropolitana.torino.it/>

Dans le domaine des activités spécifiques liées à la prévention des risques naturels, les expériences acquises également dans le cadre des projets UE-Alcotra des programmes antérieurs (Risk-nat, Mass, Risk-net) et Alpine Space (TransafeAlp) concernent principalement:

- Dans le domaine de la surveillance d'urgence, des expériences ont été menées pour restituer des images 3D avec des drones et des procédures pour des enquêtes d'urgence initiales affectées par des phénomènes d'instabilité avec ARPA Piemonte et CNR (Projet EU-Massa) et "Magnitudo 5.5 "en 2016 avec le Département de la Protection Civile Nationale - Présidence du Conseil des Ministres.
- En ce qui concerne la construction de la mémoire historique des activités liées à l'évaluation de la réaction des médias sociaux ont été réalisées dans les urgences nationales récentes (Risk-net) et la contribution à la formation d'un catalogue au niveau régional avec Regione Piemonte et Arpa Piemonte les urgences qui ont affecté le territoire des années 70 à aujourd'hui (Risk-net).
- En ce qui concerne l'activité de planification du secteur de la protection civile, une consultation continue a été fournie aux municipalités de la ville métropolitaine de Turin (316), assurant la couverture complète de ces plans au niveau municipal, tout en reconnaissant la nécessité de Mise à jour.

Des plans spécifiques sur des scénarios de grande surface ont été réalisés en coopération avec les administrations concernées : le Plan des Manifestations Olympiques et Paralympiques de 2016 avec le Ministère de l'Intérieur et la Préfecture de Turin; le plan pour le nœud hydraulique d'Ivrea; le plan d'urgence transfrontalier du barrage de Moncenisio, que nous traiterons au cours du Progetto UE-Alcotra 2017-2020 RESBA dont nous sommes partenaires; un plan pour la sécurité hydrogéologique du Contratto di Fiume du T. Sangone, en cours de rédaction. En 2014, le plan d'urgence de la province de Turin et le programme de prévention et de prévention élaboré par les bureaux ont été approuvés.

2.7 Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Savoie - SDIS73

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la SAVOIE (SDIS 73) est un établissement public administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie juridique. Il est en charge, sur le territoire de la SAVOIE prévention, de la protection et de la lutte contre les incendies. Il concourt, avec les autres services et professionnels concernés, à la protection et à la lutte contre les autres accidents, sinistres et catastrophes, à l'évaluation et à la prévention des risques technologiques ou naturels ainsi qu'aux secours d'urgence.

Dans le cadre de ses compétences, il exerce les missions suivantes :

- 1° La prévention et l'évaluation des risques de sécurité civile ;
- 2° La préparation des mesures de sauvegarde et l'organisation des moyens de secours ;
- 3° La protection des personnes, des biens et de l'environnement ;
- 4° Les secours d'urgence aux personnes victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes ainsi que leur évacuation

Le SDIS DE LA SAVOIE est un partenaire présent dans différents dossiers projets Européens en rapport avec les problématiques de protection civile et de résilience des territoires.

2.8 Bureau de Recherches Géologiques et Minières- BRGM

Le BRGM est un établissement public de recherche et d'expertise

En participant au projet PITEM, le BRGM va conforter son partenariat transfrontalier dans le domaine des risques naturels, continuer à développer ses capacités d'expertise et d'analyse en la confrontant à celle d'autres services en charge de la gestion des risques (français et italiens), et promouvoir via la capitalisation de données, à accroître la communication sur les risques naturels auprès de différents acteurs (citoyen, gestionnaires, journalistes, touristes etc.).

Le BRGM travaille depuis longtemps dans le domaine des Risques naturels, sur le plan technique (expertise, activités de recherches scientifiques sur les mécanismes et les phénomènes), sur la capitalisation de la connaissance (en créant des bases de données événements en sismique, mouvements de terrain, tempêtes etc.) et enfin sur la communication en appui aux services de l'Etat et collectivités (pour exemple l'Observatoire Régional des Risques Majeurs en PACA : <http://observatoire-regional-risques-paca.fr/>). De par son implication dans des projets territoriaux, nationaux, internationaux, le BRGM a noué de riches collaborations avec des partenaires techniques, scientifiques et institutionnels, et a ainsi développé ses méthodologies d'amélioration de l'état des connaissances pour ainsi mieux la valoriser et la diffuser aux différents publics concernés (citoyens, acteurs techniques et institutionnels).

Expérience Alcotra

- AD-VITAM : pluies et glissements de terrain ; RISVAL : sismicité Alpine ;
- CONCERT-EAUX : ressources en eau et changement climatique - Roya ;
- RiskNat : risques hydro-géologiques ;
- RiskNet : risques naturels ;
- MASSA : chutes de pierres sur infrastructures routières ;
- GE.RI.A : sismicité transfrontalière.
- Expérience de coopération

Chacun des partenaires partage une longue histoire réussie dans la coopération dans le cadre de projets européens (25 ans) qui ont conduit à la création d'un véritable réseau d'expériences. Cet élément est une garantie à une coopération du partenariat qui se prolongera au-delà de la date limite du projet

Le BRGM s'est également engagé dans d'autres programmes de l'UE dans le cadre de projets risques naturels et changement climatique :

- Programme MED (SUDOE)
- Programme Alpine Space (ROCK The Alps)
- Programme Marittimo (MAREGO)

2.9 Region Piemont

Le Piémont est une région de la République italienne à autonomie ordinaire ; son fonctionnement juridique et administratif commence en 1970 (1) en application de la Constitution (art. 131) de l'année 1948.

L'organe exécutif de la Région est le Conseil régional, composé par le Président du Conseil et par les adjoints. Le Conseil régional est l'assemblée législative de la région. Il promulgue la législation et les réglementations de sa compétence. Il a également les tâches d'approuver les statuts régionaux, le bilan régional et de proposer des lois à la chambre.

La région s'étend sur une surface de 25 387 km² (43,3 % de montagnes, 30,3 % de collines, 26,4 % de plaines). En 2016 (données ISTAT2) les habitants étaient au nombre de 4 404 246, pour une densité de 173,5 hab./km² ; la capitale de la région est Turin.

La question de la protection civile s'inscrit parmi les multiples fonctions et objectifs attribués par la loi (3) aux régions italiennes. Le Secteur de la protection civile et le Système contre les incendies de forêts (A.I.B., par ses sigles en italien) est la structure régionale spécifiquement compétente au sujet de la programmation et la coordination, la prévision, la prévention des risques, le secours de la population ; la planification, la prévision, la prévention et la lutte active contre les incendies de forêt ; l'acquisition, l'organisation et la mise à jour de banques de données pour l'atténuation et la gestion des risques ; la planification de la PC et l'AIB ; la gestion de la salle opérationnelle régionale et des systèmes technologiques et d'information, l'organisation du système d'alerte pour le risque hydrogéologique ; la formation d'administrateurs, d'opérateurs et volontaires, l'information et la formation de citoyens à l'autoprotection et à la culture de la protection civile ; le développement d'instruments de communication d'urgence ; la promotion et soutien du volontariat de la protection civile et de l'AIB, l'organisation et la gestion du volontariat conventionné, les lignes directrices pour la sécurité des opérateurs ; l'organisation, la gestion et le développement de la Colonne mobile des garnisons régionales et des Modules européens de haute capacité de pompage (HCP - High Capacity Pumping) et de l'équipe de soutien à l'assistance technique (TAST - Technical Assistance Support Team) dans le cadre du Mécanisme de protection civile de l'Union ; l'organisation et la gestion des réseaux de télécommunications d'urgence terrestres (Emercom.Net) et satellitaires en soutien des institutions et du système de volontariat ; la coordination du service d'hélicoptères contre les incendies de forêt (AIB) (4).

Un groupe de travail inter-directionnel, qui accompagne à la Protection civile dans les rapports avec les médias et avec la population à l'aide de l'Internet et les réseaux sociaux, a été récemment constitué pour la communication d'urgence.

La Région du Piémont a une expérience décennale dans la programmation européenne concernant toutes les questions.

1 Loi N° 281 du 16 mai 1970, Dispositions financières pour la mise en œuvre des Régions à statut ordinaire

2 <http://www.piemonteincifre.it/>

3 Loi N° 996 du 8 décembre 1970. Dispositions sur le secours et l'assistance aux populations touchées par les catastrophes - Protection civile

4 Voir <http://www.regione.piemonte.it/protezionecivile/>

En particulier le Secteur de la protection civile a coordonné et géré les plans de communication et il a développé des actions de diffusion de différents projets de la programmation tels que RISK NAT, RISK NET, STRADA, PICRIT.

2.9.1 Sujet délégué : ARPA PIÉMONT

L'Agence régionale pour la protection de l'environnement (ARPA par ses sigles en italien), est un organisme public à autonomie administrative, technique-juridique, patrimoniale et comptable ⁽⁵⁾.

L'Arpa Piémont est une entité instrumentale de la Région du Piémont sur la base de la législation régionale (LR 18/2016) ; cette loi régionale attribue à l'Agence les compétences sur les questions de la prévision et la prévention des risques naturels, ce qui la rend titulaire de toutes les fonctions de protection et de contrôle en matière d'environnement.

L'Arpa Piémont a participé à de nombreux projets européens dans le cadre de programmes de coopération, de recherche et au Programme LIFE. En particulier, sur la thématique des risques naturels, l'Agence a participé aux projets RiskNat, Risknet (Programme Alcotra), Flora, Strada (Programme ITA-CH), Amphore, Hydroptimet (Programme Medocc) applicables dans le cadre du Programme de coopération Interreg V-A Italie - France (Alcotra) 2014/2020.

5 Davantage d'informations sur <https://www.arpa.piemonte.gov.it/>

3 LE CONTEXTE DE COOPERATION TRANSFRONTALIERE

Les régions transfrontalières des Alpes occidentales partagent non seulement des risques communs, mais également un vaste patrimoine de connaissance et d'expérience de travail réalisé au cours de plus de vingt ans de coopération transfrontalière.

De nombreuses institutions publiques des territoires alpins ressentent le même besoin de valoriser en commun les résultats des recherches et expériences déjà réalisées, pour décliner des applications concrètes au bénéfice des populations, identifier ensemble les axes d'amélioration prioritaires et planifier de manière coordonnée les nouvelles actions à mener.

Par ailleurs, une coordination très large, à un point de vue territorial, et dont l'objectif est la mise en commun du potentiel scientifique et technique disponible sur ces territoires alpins, rend possible des diagnostics, des expériences et des innovations efficaces.

La collaboration profitable des régions transfrontalières des Alpes occidentales est à la base de la volonté de créer un Pôle de ressources transfrontalier sur les risques naturels. Le projet stratégique RiskNat, programme Alcotra 2007/2013 (France - Italie), a été l'élément central d'un réseau transfrontalier, avec l'objectif principal de créer, de gérer et d'affirmer une plateforme interrégionale d'échange d'expériences, de valorisation des informations et de réflexion stratégique.

De plus, il existe depuis de nombreuses années, une coopération renforcée entre les différents acteurs intervenant de part et d'autre de la frontière dans le domaine de la Protection Civile. Cette coopération prend la forme, notamment, d'une convention d'assistance bilatérale mais va bien au-delà, à travers des opérations et des exercices communs sur des thématiques spécifiques.

La diversité des crises, leur multiplicité mais aussi l'augmentation de leurs fréquences (séismes, feux de forêts, etc.) ne permet plus à un service de pouvoir faire face seul à ces événements. À défaut, le risque d'arriver en limite capacitaire et de ne plus pouvoir assurer ses missions courantes. À l'inverse, les services de protection civile ne peuvent se désintéresser de la préparation et de la gestion de ces crises puisqu'il s'agit également de leurs missions et, qu'à défaut, la couverture qu'ils offrent aux populations serait imparfaite.

C'est pourquoi une coopération de part et d'autre de la frontière entre les différents services s'est déclinée suivant deux priorités : d'une part améliorer la résilience des territoires et d'autre part mieux préparer la population et les intervenants à faire face à ces différents risques.

Pour ce faire, différentes actions se sont mises en place. Tous s'accordent à considérer que l'existant doit être amélioré et renforcé pour aller plus loin que ce qui est mis en place. Il s'agit notamment d'augmenter l'efficacité des différents intervenants, par des entraînements conjoints et répétés. Il faut également améliorer l'interopérabilité sur le terrain et entre les structures de commandement afin de pouvoir répondre efficacement et rapidement en cas de survenue d'un événement indésirable.

4 L'ORIGINE DU PITEM "RISK "

Le PITEM "RISK " provient de la fusion de deux plans intégrés thématiques qui se construisaient en parallèle autour d'une même thématique. Il y avait, d'une part, un plan impliquant les gestionnaires du risque (le réseau transfrontalier « risques naturels ») et d'autre part le réseau concernant les aspects de protection civile (sapeurs pompiers).

Compte tenu de la convergence d'analyse et de la pertinence des deux plans, les chefs de file des deux projets respectifs ont pris rapidement la décision de fusionner les deux plans afin de renforcer le réseau et de structurer un plan unique. Plan participatif s'appuyant sur l'expérience solide des partenaires concernés.

Cette fusion a permis de mettre en relation, autour d'une même thématique, les gestionnaires du risque et ceux qui interviennent une fois le risque réalisé. Cette collaboration permettra ainsi de prendre en considération l'ensemble des paramètres de nature à améliorer la résilience des territoires et des populations.

Le PITEM « RISK » s'inscrit dans la continuité d'autres projets déjà portés par différents partenaires sur des thématiques convergentes ou similaires (ex. projet stratégique RiskNat, RiuskNET, PRODIGE etc.).

Dans le monde, en une dizaine d'années seulement, des centaines de milliers de personnes ont péri et environ 1,5 milliards de dollars (source UNISDR 2016-2020) dépensés ; il a été estimé que les pertes économiques annuelles se chiffrent à 300 milliards de dollars.

Tout cela indique que l'exposition aux risques augmente plus rapidement que la réduction de la vulnérabilité, sûrement en relation avec les effets des changements climatiques en cours et les faibles mesures d'adaptation.

S'occuper des risques ne peut être séparé de la gouvernance de la société et de son développement économique.

Les accords internationaux suivants pour la réduction des risques naturels, pour le développement durable, pour la mitigation et l'adaptation aux changements climatiques représentent une opportunité unique afin d'augmenter la cohérence et l'impact global :

- "Samoa Pathway" ;
- "Sendai Framework for disaster risk reduction 2015-2030" ;
- "Addis Abbeba Action Agenda" ;
- "Paris Agreement on climate change COP21" ;
- "The New Urban Agenda".

Le "Sendai Framework for disaster risk reduction 2015-2030" indique notamment comme piliers :

- la compréhension du risque ;
- le renforcement de la gouvernance des catastrophes naturelles ;
- les investissements visant l'augmentation de la résilience ;
- l'augmentation de la préparation pour une réponse efficace.

Ce même protocole vise 7 objectifs généraux :

- Réduire : 1) les pertes de vies 2) le nombre de personnes impliquées 3) les pertes économiques 4) les dégâts aux infrastructures ;
- Améliorer 5) les stratégies nationales et locales 6) la coopération internationale 7) l'accès tempestif à l'alerte et aux estimations des risques.

Le "Plan of action for disaster risk reduction for resilience" et le "Work Program 2016-2019" élaborés par l'UNISDR (United Nation Office for Disaster Risk Reduction) mettent à la première place pour la réduction des risques la collaboration entre les différents organismes ; celle-ci est fonctionnelle au renforcement de la surveillance, ainsi qu'à l'implication de la population et des acteurs concernés.

Le territoire Alcotra représente un "*unicum*" d'entreprises et de citoyens qui se déplacent, qui investissent et qui perçoivent la zone – entre autres suite à l'élimination des frontières – comme une opportunité pour les vacances d'été ou d'hiver, pour étudier ou travailler, sans distinction de nationalité.

Voilà pourquoi est née l'exigence de partager les expériences, les études, les outils de communication, gestion et prévision des situations d'urgence et des risques.

À l'état actuel, les habitants ont généralement tendance à sous-estimer les risques de leur propre territoire, jugeant que les zones et les milieux les plus à risque sont des réalités différentes et éloignées, et cela malgré les nombreux épisodes catastrophiques, bien que très localisés, qui se sont vérifiés.

Vu leurs compétences institutionnelles de protection de l'environnement et du territoire, de gestion de ce dernier, de communication institutionnelle et, en général, de protection de la population, les partenaires impliqués dans le projet ont mûri la décision de s'engager conjointement pour chercher à améliorer la connaissance et les interventions sur les risques du territoire.

Cette connaissance précédera la divulgation et la sensibilisation des populations locales sur les thèmes des risques, entre autres par le biais de procédés vertueux de citoyenneté active.

4.1 Domaine d'intervention

Parmi les destinataires du projet on trouve le personnel des institutions concernées, les décideurs publics, et les techniciens et administrateurs locaux et surtout les populations des zones transfrontalières impliquées.

Les actions du projet cherchent à développer une filière de prévention, protection et préparation pour la gestion du risque, autant que possible intégrée et normalisée entre les institutions compétentes au niveau transfrontalier.

RISK-GEST vise en outre à l'amélioration de la capacité de surveillance et de prévision des phénomènes, en mettant à la disposition des acteurs institutionnels les meilleures connaissances techniques et scientifiques.

La population est la cible finale du projet, sur laquelle on souhaite agir pour augmenter la capacité de réponse lors des catastrophes.

4.2 Besoins exprimés

Les partenaires ont exprimé, en particulier :

- le besoin de surmonter certaines limites existantes, surgies des expériences précédentes de coopération transfrontalière, comme par exemple la fragmentation des compétences institutionnelles et l'indisponibilité des données de la part de tous les acteurs impliqués dans la gestion des urgences. En fait, tout cela conduit à des divergences technico-opérationnelles évidentes dans la gouvernance territoriale, avec des graves conséquences et retards dans la gestion des crises et urgences sur le territoire transfrontalier.
- le besoin de faire dialoguer avec des langages communs, les acteurs de la gouvernance du risque, qui souvent, bien que travaillant sur le même domaine, ont des difficultés à définir des protocoles communs et à rendre interopérables les informations dont ils disposent. Cette difficulté s'aggrave dans les territoires transfrontaliers où, face au même phénomène, on se heurte non seulement à des langues mais également à des procédures, compétences et responsabilités différentes.

5 LE PROJET

5.1 Cadre logique

5.1.1 Référence au programme Alcotra

Le projet répond aux fins prévues par l'objectif spécifique 2.2 du Programme Alcotra « Prévention des risques » en vue d'accroître la résilience des territoires les plus exposés aux risques.

À travers une approche participative, le projet vise à améliorer l'efficacité de l'aménagement du territoire et de la protection civile et, au moyen du développement d'instruments ad hoc, permet une plus grande efficacité du système de surveillance et gestion du risque, en mettant en rapport étroit ceux qui prévoient, ceux qui alertent et ceux qui interviennent.

L'objectif principal demeure néanmoins l'implication en priorité du grand public et de la population pour la rendre proactive.

Finalement, le projet a un effet puissant dans le renforcement de la capacité institutionnelle des autorités publiques, en améliorant l'efficacité des administrations publiques également dans le domaine de l'environnement.

5.1.2 Objectif général

L'amélioration de la filière de la prévention, protection et préparation en fonction de l'atténuation du risque, intégrée et uniformisée autant que possible entre les institutions compétentes au niveau transfrontalier et partagée par la population en vue de l'augmentation de la résilience des territoires ALCOTRA. En particulier, le projet élaborera des stratégies d'intervention communes pour l'amélioration de la connaissance des phénomènes, de la capacité d'aménagement territorial et de la capacité d'intervention, ce qui ira de pair avec le développement de la conscience du risque.

Le projet prévoit la réalisation d'une approche transversale et intégrée entre des domaines disciplinaires et interlocuteurs différents, dans le but de définir des politiques / stratégies capables de moduler les réponses sur la base des évidences et des exigences qui se manifestent sur le territoire.

Une telle approche développe la coopération et la concertation et par conséquent l'augmentation de la résilience locale, rendant ainsi les choix non seulement et non pas tant le patrimoine du décideur mais de la collectivité qui devient proactive.

5.1.3 Objectifs spécifiques

- 1) Améliorer les capacités de planification de l'aménagement du territoire et de la gestion du risque à l'aide d'outils relatifs à l'engagement de la population
- 2) Améliorer la capacité de surveillance et de prévision des risques
- 3) Améliorer la capacité opérationnelle lors des crises

5.1.4 Typologie des activités prévues

La composition du partenariat permettra d'avoir une vue d'ensemble des risques du territoire et de leur gestion, en mettant en évidence les éventuelles différences entre les institutions italiennes et françaises, en permettant aux partenaires d'être plus efficaces et en orientant les efforts vers une direction partagée et si possible commune.

Les activités prévues seront matérielles et immatérielles.

Les premières seront orientées surtout à

- influencer et accroître la capacité de planifier le territoire de manière durable, en augmentant la résilience des territoires exposés aux risques, et animer et encourager la population vers une réelle intégration opérationnelle dans le projet et pour un réel partage des informations, thématiques et contenus du projet ;
- sensibiliser les institutions et leurs rapports avec les interlocuteurs du Programme Alcotra ;
- définir des cadres d'analyse globale des phénomènes hydrologiques/ météorologiques/ glissements de terrain concernant le territoire de la coopération (grâce à une augmentation des données accessibles et à la vérification de l'applicabilité des modèles actuels) en vue de rendre possible la mise en œuvre de modèles numériques toujours plus raffinés, qui permettront une amélioration de la surveillance et de la prévision des risques.

Les secondes seront orientées surtout à :

- créer des instruments pour améliorer la capacité opérationnelle et de planification et pour favoriser l'intégration des instruments de gestion des crises actuels ;
- développer des systèmes collaboratifs et interopérables, capables également de recevoir des informations on field.

Ces instruments seront réalisés, soumis à des tests et diffusés ; dans certains cas les instruments existants seront améliorés s'ils s'avèrent encore efficaces.

Le projet cherche à ne pas dupliquer les instruments existants, tels que l'APP, les portails, mais en partant de ceux-ci, à les rendre compatibles et intégrés en garantissant surtout la gestion opportune et la mise à jour.

5.1.5 Résultats attendus

Resultat 1 : Développement de plans locaux de gestion du risque

Ces plans seront développés à travers l'implication de la population avant la définition des protocoles communs pour la définition des plans locaux de gestion des risques d'inondation (prévision, surveillance, programmation des interventions) et des risques liés à la montagne. Ces protocoles seront définis également à travers l'étude et l'analyse d'autres expériences d'outils participatifs, aux fins de l'identification des indications pour leur utilisation appliquée aux mesures de gouvernance. De cette manière il sera possible de définir des plans qui tiennent compte aussi des éléments communs et qui soient

capables d'impliquer activement les parties intéressées, en les rendant proactives et davantage conscientes du risque et de la capacité d'intervention de la collectivité.

- 1) Rapport sur les analyses des expériences italienne et française de participation au sujet de la protection civile.
- 2) 1 Plan de neige expérimental sur une base régionale.
- 3) 3 Plans de Protection civile participatifs sur des communes pilotes.
- 4) Un outil à l'usage des administrations pour le soutien à la planification, également à travers de parcours participatifs.
- 5) Rapport des réunions du Groupe de travail.
- 6) Protocole pour l'utilisation d'outils participatifs pour la construction de plans locaux d'aménagement du territoire.

Resultat 2 : Définition d'un géoportail transfrontalier unique sur les risques naturels, capable d'intégrer et d'améliorer les outils déjà existants

De nombreux projets dans les domaines européen et national ont rendu disponibles, dans les dernières années, un grand volume de données relatives aux risques naturels dans l'espace ALCOTRA. Certains groupes de données sont divulgués par des sites ou portails dédiés, tandis que d'autres sont disponibles seulement en local, auprès d'administrations ou d'institutions individuelles.

Dans le domaine du projet stratégique ALCOTRA RISK NAT, on se pose l'objectif de constituer le premier noyau de services pour un géoportail transfrontalier sur les risques naturels, visant à assurer l'accessibilité, à l'échelle interrégionale, de l'information gérée et rendue accessible par les différents partenaires, à travers une architecture orientée aux services. Le développement de nouvelles fonctionnalités pour obtenir des tableaux homogènes et accessibles de l'ensemble des informations disponibles concernant les risques naturels devient ainsi possible, en vue de l'interopérabilité des données et services disponibles et de la valorisation de la mémoire historique de tous les impacts.

Le Géoportail est candidat à être un outil de partage de données et d'aide à la prise de décisions, soit pendant les phases d'urgence, pour être utilisé par des centres opérationnels de protection civile, soit lors des phases de programmation des politiques de prévention.

La réalisation de ce résultat favorisera le développement de politiques basées sur des données uniformes au niveau transfrontalier, en promouvant que plus de personnes soient engagées dans des mesures de prévention des risques.

- 1) Inventaires mis à jour et présentés à travers le géoportail ALCOTRA Risk NAT-RiskNET.
- 2) Élaboration du portail collaboratif sur les risques majeurs.
- 3) Inventaire en ligne des événements extrêmes.
- 4) Interopérabilité entre le géoportail ALCOTRA Risk NAT et RiskNET et l'outil cartographie RiskPACA de l'ORRM

Resultat 3: Augmentation de la capacité de surveillance en temps réel des phénomènes météorologiques-hydrologiques sur le territoire ALCOTRA

À travers le renforcement des réseaux d'observation météorologiques-hydrogéologiques qui fournissent des données pour améliorer la capacité de prévision des événements, il devient possible d'évaluer l'applicabilité opérationnelle des modèles prévisionnels basés physiquement, qui constituent un outil important de soutien aux décisions des administrateurs.

Le renforcement de l'efficacité de la surveillance de fortes précipitations, de pleines dans les bassins hydrographiques et d'autres phénomènes naturels sera ainsi possible.

L'accomplissement de ce résultat permettra de développer l'amélioration de la connaissance des phénomènes et la capacité de planification de l'aménagement territorial et d'intervention tant des organismes responsables comme de la collectivité.

- 1) Nouveaux capteurs installés pour la surveillance des glissements de terrain.
- 2) Nouvelles centrales hydrométéorologiques installées.

Resultat 4: Amélioration de la prévision météorologique à court-moyen terme

Des outils de connaissance sur les risques transfrontaliers seront mis au point à travers application de techniques de modélisation météorologique à haute résolution, en association avec l'assimilation d'observations au sol et par radar, pour améliorer la capacité de prévision des événements convectifs extrêmes. Un travail de recherche précis sera nécessaire pour mieux caractériser les diverses sources d'incertitude météorologique, en fonction des différents scénarios possibles d'événement météorologique.

Dans ce contexte, les modèles COSMO (Arpa Piémont), WRF (CIMA) et MOLOCH (ARPAL) seront utilisés à haute résolution spatiale (1-3 km) pour chercher à reproduire ces événements convectifs extrêmes.

L'accomplissement de ce résultat permettra de développer l'amélioration de la connaissance des phénomènes et la capacité de planification de l'aménagement territorial et d'intervention tant des organismes responsables comme de la collectivité.

- 1) 1 publication des résultats des activités effectuées sur les plateformes Web RISKNAT et sur d'autres plateformes.
- 2) La provision des configurations de modélisation optimisées pour une possible utilisation pour des actifs dans le domaine de la prévision météorologique immédiate basée physiquement.
- 3) 1 réunion de communication et de discussion avec des acteurs institutionnels pour la diffusion des résultats.

Resultat 5 : Identification d'une approche commune pour l'analyse des phénomènes de glissement de terrain

Les données collectées dans les programmations précédentes, utilisées normalement pour des analyses à l'échelle locale, n'ont jamais été analysées à l'échelle de la chaîne alpine occidentale avec une approche partagée et cohérente, pour une évaluation générale de la susceptibilité du territoire aux phénomènes de glissement de terrain, ce qui empêche de fait une connaissance et une interprétation réelles du phénomène.

Un autre écart qui apparaît est en rapport avec les activités de surveillance et d'alerte, pour lesquelles les collaborations précédentes ont mis en évidence des besoins de développement supplémentaires en matière d'évaluation de l'applicabilité de technologies particulières (instrumentales et de modélisation), même dans la perspective de s'orienter vers un standard opérationnel commun, comme pourrait être le cas de l'utilisation des sapr pour la surveillance dans les premières phases d'instabilité sur le versant.

La définition d'une approche commune, à l'échelle alpine occidentale, pour évaluer la dangerosité des glissements de terrain et pour la gestion de ces problèmes par les administrations publiques augmentera la résilience du territoire en favorisant le développement de politiques intégrées et uniformisées, autant que possible, avec les institutions compétentes au niveau transfrontalier et en définissant un cadre commun des systèmes de surveillance des glissements de terrain existants au niveau de l'espace ALCOTRA et des critères communs pour leur gestion, l'utilisation des résultats et leur diffusion.

- 1) 1 examen des modèles existants.
- 2) 1 rapport au sujet des différents résultats relatifs au site pilote.
- 3) Un rapport sur la définition de l'approche commune pour l'analyse des phénomènes de glissement de terrain.

Resultat 6: Renforcement des outils pour l'échange d'informations opérationnelles

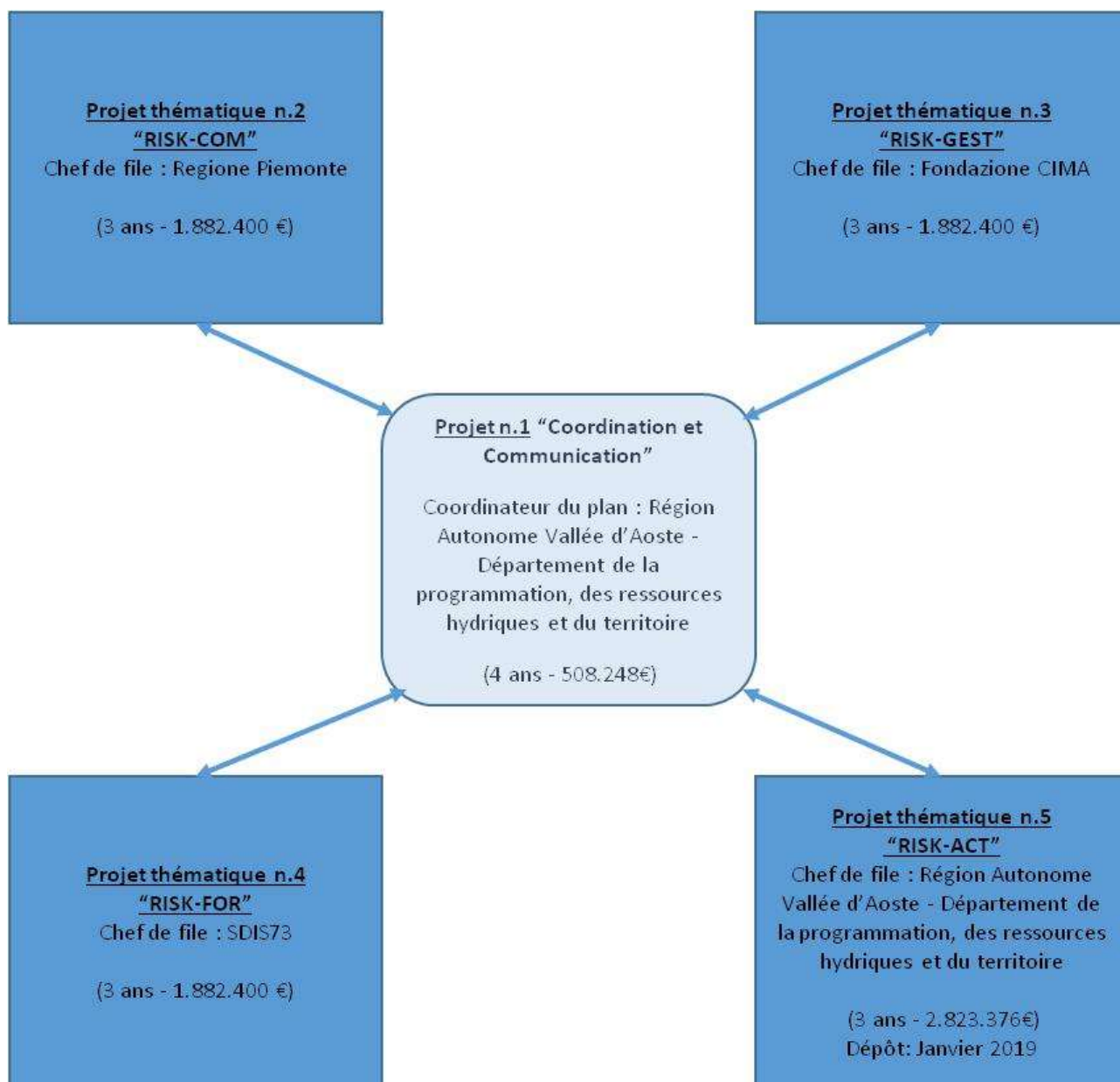
Par rapport aux risques existants ou en cours dans le territoire ALCOTRA et dans le but d'améliorer la prévention, la réponse aux urgences et la gestion des crises, il est important de simplifier et d'automatiser les échanges entre les partenaires institutionnels français et italiens.

- 1) 1 Rapport sur le nouvel équipement technologique des centres de secours
- 2) 1 Rapport sur le nouvel équipement technologique des véhicules de sauvetage
- 3) 1 Software ETL
- 4) 1 Développement d'un outil de remontée de terrain sur les mouvements de terrain, interopérable avec RiskPACA (ORRM)
- 5) 1 Rapport et achat de matériel pour test également (bulles tactique 4 G + matériel lié)

6 PLAN DE TRAVAIL ET GROUPES D'ACTIVITÉS

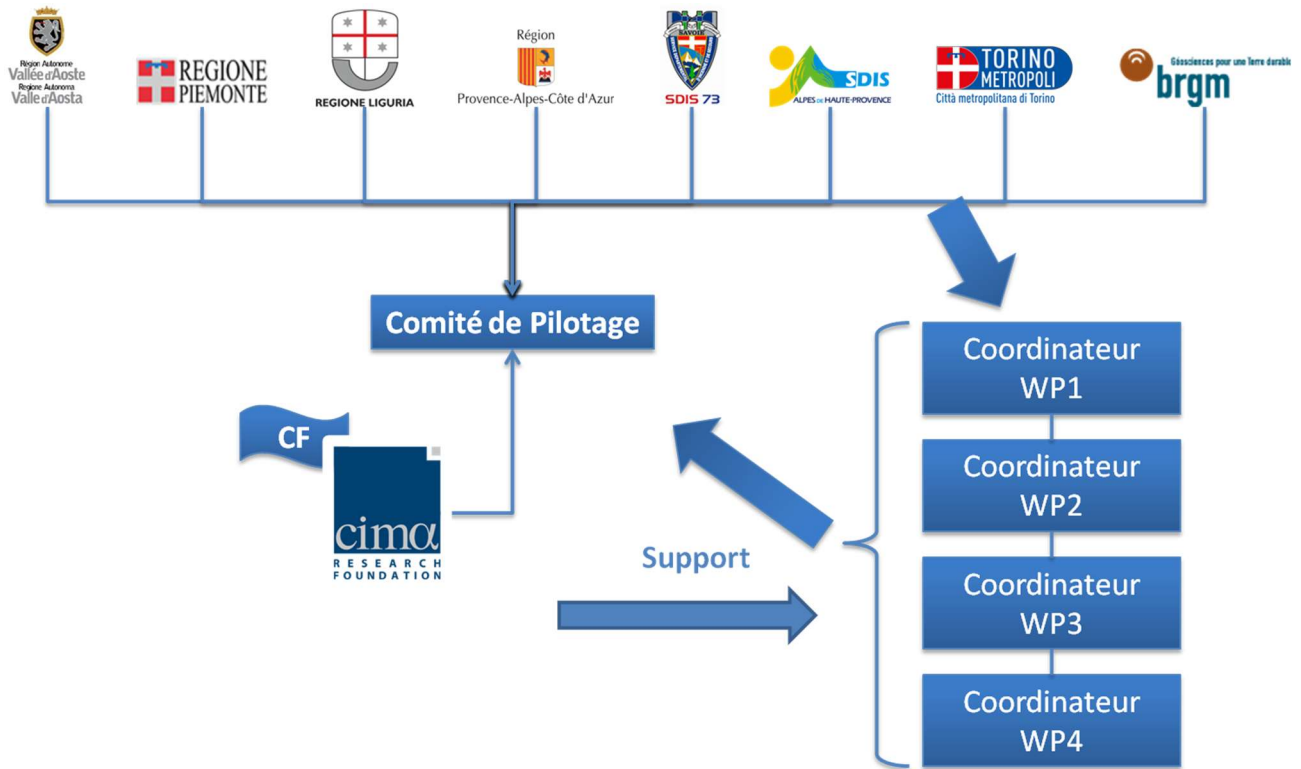
6.1 La structure du PITEM "RISK"

Le schéma suivant représente la structure générale PITEM « RISK » avec les projets thématiques qui composent le Plan :



7 L'ORGANISATION DU PITEM RISK GEST

Vue la complexité et la dimension complexe du Plan, le PITEM "RISK GEST" sera géré selon l'articulation reportée dans le schéma suivant :



8 Projet n.3 “RISK-GEST”

Progetto n° 3 “RISK-GEST”

Chef de file: Fondazione CIMA

Partenaires impliqués : Fondazione CIMA, Région Autonome Vallée d’Aoste, Regione Liguria, Regione Piemonte, Regione PACA, Service Départemental d’Incendie et de Secours de la Haute Provence (SDIS04), Service Départemental d’Incendie et de Secours de la Savoie (SDIS73), Città Metropolitana di Torino, BRGM.

Sujets délégué : Fondation Montagne sûre pour la Région Autonome Vallée d’Aoste, ARPA Piémont pour la Région du Piémont, ARPAL pour la Région Ligurie

Le projet RISK-GEST vise à aborder les défis prioritaires pour la sauvegarde des populations exposées aux risques naturels dans le territoire ALCOTRA (en particulier inondations, glissements de terrain, avalanches et incendies), en développant la filière de la prévention, la protection et la préparation pour la gestion du risque, intégrée et normalisée autant que possible entre les institutions compétentes au niveau transfrontalier.

Pour faire face aux risques mentionnés, RISK-GEST élaborera des stratégies d’intervention communes pour le développement de la conscience du risque et pour l’amélioration de la connaissance des phénomènes, à travers :

- la définition de politiques de gouvernance multiniveaux pour l’augmentation de la résilience du territoire transfrontalier ;
- le développement de méthodes d’évaluation avancées et la surveillance et la gestion des risques.

Le projet présente un caractère innovant marqué car il a l’ambitieux objectif de mettre en rapport et de coordonner différents acteurs : des organismes chargés de la prévention / aménagement territorial et de la protection civile (régions / départements), avec des organismes ayant la tâche de gérer l’urgence une fois un événement survenu (pompiers), ou qui sont en première ligne pour la gestion quotidienne du territoire et des risques (villes métropolitaines / communes), et avec le dernier maillon de la chaîne, c’est-à-dire les citoyens.

Précisément les citoyens, à travers l’expérimentation de la planification participative, deviendront des intervenants actifs du système de gestion du risque et non des utilisateurs passifs d’informations.

8.1 WP1 - Coordination

Coordinateur : Fondazione CIMA

8.1.1 Activité 1.1 - Gestion quotidienne du projet

Point de contact

Fondazione CIMA

Partenaires

Région Autonome Vallée d'Aoste, Regione Liguria, Regione Piemonte, Regione PACA, SDIS04, SDIS73, Città Metropolitana di Torino, BRGM.

D'autres organismes concernés / Déléataire

FMS

Objectifs de l'activité

Gérer et évaluer le développement et l'avancement du projet

Contenu détaillé

L'action comprend toutes les activités de gestion du projet (animation / suivi / gestion administrative).

Fondazione CIMA, en tant que chef de file du projet RISK-GEST, a la responsabilité de la gestion du projet et de la coordination des activités correspondantes.

Un Comité de pilotage (CoPil_RISK-GEST), composé d'un membre par partenaire, sera mis en place. Les membres seront désignés directement par les organismes respectifs à travers un acte administratif approprié.

Le CoPil_RISK-GEST a la tâche d'assurer le soutien au chef de file pour la mise en œuvre complète du projet et favorise donc les contacts et la collaboration entre les partenaires afin de garantir tant le respect des échéances du projet comme la qualité des résultats. Dans ce sens, des réunions semestrielles seront convoquées pour effectuer un contrôle du calendrier de chaque activité prévue et de la réalisation des objectifs prévus. Des réunions ultérieures pourront être organisées, en fonction des exigences survenues au cours du projet, à chaque fois que le besoin se présente ; elles pourront avoir lieu également par voie électronique.

Le CoPil_RISK-GEST est présidé par le représentant du chef de file qui est responsable de :

- convoquer aux réunions ;
- définir l'ordre du jour, en accord avec les autres membres ;
- assurer l'application et le respect de cette réglementation.

Progetto n.3 RISK GEST

Le CoPil CdP_RISK-GEST réalise les activités de suivi, de définition des mesures correctives et de révision de la performance de la gestion et de la qualité des rapports périodiques à envoyer aux organes du programme. En outre, il prend en charge les décisions sur les demandes de modification du projet, à soumettre pour approbation aux organes du programme.

Le chef de file définit les modalités de communication entre les organismes du projet et entre tous les partenaires, même en mettant en place des listes de diffusion spécifiques et des groupes créés avec des systèmes Web 2.0. Fondazione CIMA participera également à des réunions de coordination avec les autres coordinateurs des projets individuels, afin de vérifier la cohérence des objectifs du projet dans son ensemble.

Produits

- 6 réunions du Comité de pilotage RISK_GEST
- 3 rapports semestriels de suivi des activités
- 1 plan de la qualité

Calendrier

	Sem1	Sem2	Sem3	Sem4	Sem5	Sem6
Activité 1.1	X	X	X	X	X	X

Indicateurs de résultat

- Nombre de personnes engagées activement dans les mesures de prévention des risques N/A
- Nombre d'outils développés (matériels et immatériels) pour la gestion des risques N/A

8.1.2 Activité 1.2 - Gestion financière

Point de contact

Fondazione CIMA

Partenaires

Fondazione CIMA, Région Ligurie, Région du Piémont, Ville métropolitaine de Turin, Région Ligurie, SDIS04, Région PACA, BRGM, SDIS73

D'autres organismes concernés

FMS

Objectifs de l'activité

Gérer et évaluer le développement et l'avancement du projet du point de vue économique

Contenu détaillé

Cette activité se déroulera sur deux lignes principales :

- aide à la gestion financière du projet ;
- suivi des dépenses.

En ce qui concerne la première ligne, il sera développé les activités de transfert de fonds, la gestion des flux de trésorerie et l'appui des partenaires dans la préparation de la documentation nécessaire en vue de la certification des dépenses et des audits.

Pour la deuxième ligne, il sera développé l'activité de suivi des dépenses effectuées, afin que la réalisation des objectifs de dépense, tels que définis par l'Autorité de Gestion, soit garantie, tant à niveau du projet global comme en ce qui concerne les différentes activités qui seront mises en œuvre par les partenaires de façon individuelle. Des mesures de correction seront indiquées au besoin.

Produits

3 comptes rendus périodiques des dépenses

Calendrier

	Sem1	Sem2	Sem3	Sem4	Sem5	Sem6
Activité 1.2	X	X	X	X	X	X

Indicateurs de résultat

Nombre de personnes engagées activement dans les mesures de prévention des risques NA

Nombre d'outils développés (matériels et immatériels) pour la gestion des risques NA

8.2 WP2 - Communication

Coordinateur : Fondazione CIMA

8.2.1 Activité 2.1 – Animation de la section du site Internet PITEM RISK dédié au projet

Point de contact

Fondazione CIMA

Partenaires

Région Ligurie, Région du Piémont, Ville métropolitaine de Turin, Région Ligurie, SDIS04, Région PACA, BRGM, SDIS73

D'autres organismes concernés

FMS

Objectifs de l'activité

Gérer le site du projet dans la partie dédiée au projet RISK GEST en valorisant les activités

Contenu détaillé

Cette activité sera développée en accord avec le WP2 du projet 1 et avec le projet RISK COM. Pour cette raison, des réunions semestrielles seront effectuées entre le coordinateur du WP, le Chef de file du PITEM RISK et le coordinateur du projet RISK COM ; les contenus à charger sur le site et la forme de leur représentation en ligne seront partagés et uniformisés dans ces réunions.

Il est prévu que la page dédiée au projet soit divisée en trois sections: une section d'introduction, une section dédiée au WP3 et une autre dédiée au WP4.

Le cœur de cette activité est constitué par l'entrée d'informations relatives au projet (avancements et nouvelles), dans la page dédiée au RISK-GEST. À cet effet un bulletin d'information viendra également compléter le site.

Dans la section d'introduction, dont le but est d'être une sorte de vitrine du projet, en plus de la description du projet et des partenaires, il y aura également :

- une zone où il y aura des liens utiles à la contextualisation du projet et des liens vers des sites web spécifiques ;
- une zone dédiée aux événements du projet (comprenant également les formulaires d'enregistrement) ;
- une zone où il sera souligné l'excellence et les meilleures pratiques développées ;
- une zone pour les nouvelles du projet, lesquelles renverront aux pages dédiées aux WP3 et WP4 si elles concernent les progrès de ces WP, si non elles seront globales ;

- une zone dédiée aux résultats atteints.

Les sections dédiées aux WP3 et WP4, outre une description des WP et des indications concernant les partenaires, contiendront :

- une zone pour la description des étapes d'avancement du projet ;
- une zone dédiée à la documentation et aux produits du projet.

Produits

- Page Risk Gest

Calendrier

	Sem1	Sem2	Sem3	Sem4	Sem5	Sem6
Activité 2.1	X	X	X	X	X	X

Indicateurs de résultat

Nombre de personnes engagées activement dans les mesures de prévention des risques	NA
Nombre d'outils développés (matériels et immatériels) pour la gestion des risques	NA

8.2.2 Activité 2.2 – Conception et mise en œuvre d'événements publics

Point de contact

Fondazione CIMA

Partenaires

Région Ligurie, Région du Piémont, Ville métropolitaine de Turin, Région Ligurie, SDIS04, Région PACA, BRGM, SDIS73

D'autres organismes concernés / Déléataire

FMS

Objectifs de l'activité

Définir et organiser des événements (groupes d'étude, séminaires, conférences publiques) pour obtenir davantage de visibilité et de compréhension des activités développées dans WP3 et WP4, en les encadrant dans le projet général.

Contenu détaillé

Cette activité sera développée de concert avec les activités du Projet de communication, en tirant de la force dans ce qui y est analysé et défini.

On développera, en particulier:

- Événement de lancement : cet événement constitue de fait le début du projet. L'objectif sera d'illustrer les contenus du projet, les produits, les réalisateurs et les bénéficiaires. Les destinataires seront les parties prenantes et la population relevant du domaine de la coopération.
- Séminaires et Groupes d'étude : ces moments seront propices à une meilleure compréhension des WP3 et WP4 par les parties prenantes et la population. L'objectif des initiatives sera, en particulier, le partage des meilleures pratiques, l'approfondissement de problèmes relatifs aux WP et l'animation des parties prenantes et leur engagement. Deux événements seront organisés, entre groupes d'étude et séminaires, pour chaque région et WP mis en œuvre sur le territoire de développement du projet ; en plus, un groupe d'étude sera organisé pour chaque intéressé pour la diffusion des meilleures pratiques, il se déroulera en dehors du territoire de la coopération.
- Événement de clôture : cet événement constitue la clôture du projet. Sa finalité sera de rendre les résultats du projet à la population et aux parties prenantes et de mettre en valeur les meilleures pratiques développées.

Ces activités se dérouleront avec le soutien de tous les partenaires contribuant au projet, de façon à pouvoir prendre en considération les différentes attentes, nécessités et besoins communicationnels de l'ensemble du territoire de la coopération.

Produits

- 1 Événement de lancement
- 1 Événement de clôture
- 2 événements d'approfondissement
- Plan de la Communication

Calendrier

	Sem1	Sem2	Sem3	Sem4	Sem5	Sem6
Activité 2.2	X	X	X	X	X	X

Indicateurs de résultat

Nombre de personnes engagées activement dans les mesures de prévention des risques	NA
Nombre d'outils développés (matériels et immatériels) pour la gestion des risques	NA

8.2.3 Activité 2.3 – Réalisation et diffusion des activités de communication du projet

Point de contact

Fondazione CIMA

Partenaires

Ville métropolitaine de Turin, BRGM, Valle d'Aosta

D'autres organismes concernés

FMS

Objectifs de l'activité

Définir et développer les outils de communication vers les groupes cible en fonction du meilleur développement du projet

Contenu détaillé

Les outils de communication les plus aptes pour la diffusion des contenus du projet, utiles également pour l'engagement des groupes cible, seront repérés au sein des activités.

En outre, à l'aide de cette activité, il sera développée une action permanente de sensibilisation aux questions du risque et de son atténuation, dirigée aux groupes cible et à la population de la zone de coopération.

Pour cette raison, des solutions innovantes pour la communication et la formation (réseaux sociaux, téléphone intelligent, blog, etc.) seront mises en œuvre ; ces solutions seront utiles à la sensibilisation, l'information et la formation de la population, des administrateurs et des opérateurs en matière de prévention des risques et de gestion des urgences.

En particulier, on prévoit la production de:

- Brochure d'information Web
- Récit vidéo diffusé au moyen d'outils de communication social

Plus précisément, le Point de contact de l'activité préparera la brochure d'information Web, en la soumettant au Point de contact du projet Communication.

Les récits vidéo seront mis en œuvre par les partenaires responsables de chaque activité contribuant à la réalisation des objectifs de WP3 et WP4.

L'hétérogénéité de ces outils offre la possibilité d'atteindre un « public » plus vaste.

Produits

- 1 brochure d'information Web
- 2 récits vidéo

Calendrier

	Sem1	Sem2	Sem3	Sem4	Sem5	Sem6
Activité 2.3	X	X	X	X	X	X

Indicateurs de résultat

Nombre de personnes engagées activement dans les mesures de prévention des risques	NA
Nombre d'outils développés (matériels et immatériels) pour la gestion des risques	NA

8.3 WP3 -Développement de la gouvernance multiniveaux pour l'augmentation de la résilience du territoire transfrontalier

Coordinateur : Fondazione CIMA

8.3.1 Activité 3.1 – Programmes locaux d'aménagement du territoire

Point de contact

Fondazione CIMA

Partenaires

Région Ligurie, Ville métropolitaine de Turin, Région Vallée d'Aoste, Région PACA

D'autres organismes concernés / Déléataire

FMS

Objectifs de l'activité

Développer des protocoles communs pour la définition de programmes locaux de gestion de risques d'inondation (prévision, surveillance, programmation des interventions) et sur les risques en montagne.

Contenu détaillé

La réglementation de l'Union Européenne met un accent de plus en plus marqué sur le besoin de passer des politiques de gouvernement à des politiques de gouvernance, pour faire face aux problèmes complexes tels que la prévention des risques, la gestion des urgences et, d'une manière générale, l'aménagement du territoire en fonction de l'atténuation du risque.

Dans ces activités il est nécessaire l'engagement le plus large possible des parties concernées, pour augmenter la résilience locale, à travers le partage de la connaissance des risques du territoire propre et des mesures prévues par l'aménagement pour affronter ou atténuer des éventuelles catastrophes.

Les politiques françaises prévoient depuis quelques décennies déjà, l'emploi du « débat public » en tant qu'instrument de participation des citoyens au processus de conception de grandes interventions, dans les cas où les projets impliquent d'importantes répercussions socioéconomiques ou s'ils sont à même de produire d'impacts significatifs sur l'environnement et sur l'aménagement du territoire.

En Italie le passage d'une démocratie représentative à une démocratie participative est un processus qui se développe lentement (voir l'exemple des lois régionales d'Emilia Romagne et Toscane) mais qui impacte d'une manière de plus en plus significative sur les politiques de gestion de l'environnement en général, et sur la réduction des risques naturels, en particulier. Ce processus est favorisé par certains passages des plus récentes directives européennes. La Directive 2007/60/CE relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation – en se référant aux Programmes de gestion du risque d'inondation et à la cartographie de la dangerosité et du risque – fait explicitement référence au besoin de l'engagement de la population, en encourageant même la participation dans la rédaction des programmes.

Pour la planification d'urgence, la participation devient un outil fondamental pour transmettre aux citoyens l'ensemble d'informations pratiques et les connaissances scientifiques de base et elle constitue en même temps un instrument d'acceptation du risque et d'auto-responsabilisation collective et individuelle, reconnaissant de fait comme essentiel le rôle de la préparation de la communauté au facteur de risque (community preparedness) et son engagement actif, non seulement dans la définition de solutions et stratégies, pour garantir la propre sécurité (Van denEyde et Veno, 1999 , Kendra et Wachtendorf, 2003).

Des activités d'utilisation d'outils de participation sont essayées avec succès depuis quelques années, dans le domaine de la protection civile, pour une meilleure participation transversale entre composants et structures opérationnelles différentes des systèmes de protection civile et à l'intérieur des organisations, ainsi que pour parcourir ce qu'on appelle le « dernier kilomètre » et promouvoir un rôle actif de la population dans les mesures de prévention et d'autoprotection.

Un autre champ d'application de la participation est l'aménagement du territoire en fonction de l'atténuation du risque, ce qui permet de mieux définir les travaux ou les choix les plus adaptés à effectuer

sur le territoire, étant en même temps capables de répondre aux besoins des populations. De cette manière l'aménagement devient un instrument de coopération et de concertation capable de créer un territoire plus gérable et « partagé ». Les choix d'aménagement deviennent un patrimoine non seulement et non complètement du décideur sinon de la collectivité, augmentant de la sorte la résilience locale.

Cependant, il n'existe pas encore une systématisation de ces expériences, ce qui rend difficile leur (ré)utilisation. L'exigence, par conséquent, est de capitaliser ces expériences, de les prendre en compte (en évaluant le meilleur niveau de participation par rapport aux différents types d'intervention) et ensuite de les diffuser sur le territoire transfrontalier, même par rapport à d'autres risques que ceux expérimentés à ce jour.

En particulier, au moment où l'on définit un protocole « validé » permettant de mieux développer la participation pour obtenir des plans locaux d'aménagement du territoire efficaces .

Une telle activité capitalisera les activités menées par certains des partenaires (Région Ligurie, Fondazione CIMA et Région PACA) dans le domaine de la programmation Italie-France Marittimo, sur la thématique de la participation dans la planification des interventions pour le risque d'inondations.

L'activité sera réalisée selon les trois étapes suivantes :

ÉTAPE 1. Démarrage :

- a) application de la méthodologie proposée dans les projets Marittimo (en particulier PROTERINA-DUE et PROTERINA-3Évolution) qui sera initialement appliquée au territoire ALCOTRA ;
- b) évaluation du degré d'applicabilité et proposition d'actions et méthodologies complémentaires ;
- c) collecte d'expériences sur l'utilisation des outils participatifs et leur analyse en vue de l'identification d'indications pour leur utilisation appliquée à des actions de gouvernance de différents types.

ÉTAPE 2. Modèles et protocoles:

Définition des critères d'extension du modèle (plans d'urgence / inondations) :

à d'autres outils d'aménagement du territoire en vue de l'atténuation des risques

à d'autres risques naturels (glissements de terrain, neige et avalanches, risque en aval des barrages, etc.).

Le modèle pour les plans d'urgence / inondations sera étendu et utilisé également dans la gestion du risque d'avalanche, en vue de produire un **Plan neige** standard sur une base régionale, de manière à qu'il puisse être intégré dans les Plans de protection civile des communes. À ce propos, outre à l'implication de la population, les activités participatives utiles à la rédaction du Plan neige engageront également les commissaires locaux aux avalanches, qui font office de soutien aux maires des communes dans la gestion du risque d'avalanche.

Ces critères seront discutés dans le domaine des groupes d'étude réalisés à l'aide d'**outils de facilitation** permettant d'identifier les techniques et les modalités de travail les plus adaptées aux phases de travail programmées, dans le but d'engager les partenaires et les parties prenantes de façon proactive.

Élaboration de scénarios de probabilité d'occurrence d'avalanches pour la CLV (Commission locale pour les avalanches) et pour l'UNV (Bureau neige et avalanches) et des scénarios d'occurrence d'ice-rock-avalanches pour l'amélioration des Plans d'aménagement du territoire soumis à des risques d'avalanche et glaciaire. Les scénarios de probabilité d'occurrence d'avalanche seront élaborés tant à l'échelle d'un seul bassin d'avalanche qu'à l'échelle d'une vallée et intégreront différents paramètres (vent, stabilité, manteau neigeux...) avec l'implication des Commissaires locaux aux avalanches, qui auront donc un rôle actif dans le développement des scénarios susmentionnés. Les scénarios seront soumis à des tests et rendus disponibles aux Commissaires locaux aux avalanches, en mettant en œuvre la section « scénarios » de la Plateforme CLV dans le projet RISK-ACT. En ce qui concerne les scénarios d'occurrence d'ice-rock-avalanches, une méthodologie expérimentale sur des cas d'étude particuliers pourra être développée dans le cadre du projet ; sur ces cas d'étude il pourrait être appliqué des modèles de propagation analogues à ceux utilisés pour les scénarios concernant les avalanches, auxquels seront toutefois appliqués des paramètres typiques aux phénomènes gravitationnels mixtes de type ice-rock avalanches. Pour pouvoir effectuer cette étude expérimentale il sera nécessaire une consultation spécialisée avec des organismes ayant déjà travaillé sur cette question et la disponibilité de logiciels appropriés de modélisation de la propagation. Ces scénarios seront analysés dans la perspective d'une reproductibilité possible au niveau transfrontalier et des connexions avec les autres instruments de planification.

Expérimentation pilote par la mise en place d'une commission régionale sur les risques en montagne : animation et apports des experts au débat d'orientation politique sur la gouvernance de ces risques.

Rédaction de *protocoles communs* pour la définition de plans locaux d'aménagement du territoire pour la réduction des risques à travers la participation du grand public.

Coordination avec le Groupe de travail interdisciplinaire du Projet 1 - WP3 pour la capitalisation des résultats et la proposition d'insertion de nouveaux protocoles dans les politiques régionales futures et en vue de surmonter les obstacles dus aux différents cadres réglementaires nationaux.

ÉTAPE 3. Outils :

Création d'un groupe de soutien aux différents niveaux de gouvernement du territoire pour les plans participatifs d'aménagement territorial et d'urgence, capable de combiner les protocoles définis par le projet au niveau du territoire local. Le groupe de travail, outre le soutien des communes engagées dans des projets pilote réalisés dans le cadre du projet 5 RISK-ACT, aura la tâche d'organiser des réunions dans les divers territoires ALCOTRA pour diffuser les contenus des protocoles, les meilleures pratiques et pour collecter les retours d'information qui pourraient amener à une mise à jour du modèle et des protocoles ;

Développement d'un outil informatique capable de coopérer avec les administrations locales dans la rédaction des plans d'urgence conformes aux protocoles partagés élaborés dans le cadre du projet. Un tel outil pourra également être utilisé pour faire le suivi des méthodes participatives de planification de la protection civile. L'outil sera rendu interopérable avec le géoportail RiskNat mentionné à l'Activité 3.2.

Applicazione sperimentale degli strumenti prodotti ad un piano partecipato di protezione civile comunale/intercomunale.

Produits

- Rapport et analyses des expériences italienne et française de participation au sujet de la protection civile
- 3 plans de protection civile ont participé aux municipalités pilotes
- 1 Plan expérimental de neige sur base régionale
- Outil à usage des administrations pour l'aide à la planification, même à travers un parcours participatif et pour la réalisation d'exercices
- Protocole pour l'utilisation d'outils participatifs pour la construction de plans locaux d'aménagement du territoire

Calendrier

	Sem1	Sem2	Sem3	Sem4	Sem5	Sem6
Activité 3.1	X	X	X	X	X	X

Indicateurs de résultat

Nombre de personnes engagées activement dans les mesures de prévention des risques 15.000 (habitants des zones d'expérimentation pilote)

Nombre d'outils développés (matériels et immatériels) pour la gestion des risques 2

8.3.2 Activité 3.2-GÉOPORTAIL RiskNat

Point de contact

Région du Piémont

Partenaires

Ville métropolitaine de Turin, Région PACA, Service Départemental d'Incendie et de Secours des Alpes de Haute-Provence (SDIS 04), BRGM, Fondazione CIMA

D'autres organismes concernés

ARPA Piémont

Objectifs de l'activité

Développer des nouvelles fonctionnalités du Géoportail RiskNat pour obtenir des cadres homogènes et exploitables pour l'ensemble des informations disponibles concernant les risques naturels, dans le but de l'interopérabilité des données et services disponibles et de la valorisation de la mémoire historique de tous les impacts.

Contenu détaillé

De nombreux projets dans le domaine européen et national ont rendu disponibles, dans les dernières années, un grand volume de données relatives aux risques naturels dans l'espace ALCOTRA. Certains groupes de données sont divulgués par des sites ou portails dédiés, tandis que d'autres sont disponibles seulement en local, auprès d'administrations ou institutions individuelles.

Dans le domaine du projet stratégique ALCOTRA RISK NAT, on s'est fixé le but de constituer le premier noyau de services pour un géoportail transfrontalier sur les risques naturels, visant à assurer l'accessibilité à l'échelle interrégionale des informations gérées et rendues accessibles par les différents partenaires à travers une architecture orientée aux services.

Le Géoportail Risknat (enrichi davantage par les activités et produits dérivant du projet RiskNET simple) a été conçu en tant que point d'accès unifié à des ressources d'information distribuées : le système fédère et intègre en fait toutes les informations géographiques gérées de façon autonome par les différents partenaires, selon les principes et les orientations d'interopérabilité définis par la Directive INSPIRE.

Le portail est composé par plusieurs outils et services tels que:

- services de recherche opérant sur des catalogues fédérés de métadonnées (CSW);
- services de visualisation commune des informations sur les risques naturels (Geoviewer 2D) ;
- modèle 3D transfrontalier et plateforme GIS 3D pour la consultation et l'intégration de données thématiques sur une base tridimensionnelle de la zone de coopération (Geo3D) ;
- services conformes aux normes d'interopérabilité (WMS-WFS-CSW) ;
- des nouvelles bases topographiques et ortho-photographiques transfrontalières.

Avec le Géoportail Risknat il est possible donc de rechercher et d'accéder aux données et services géographiques partagés par différents organismes sur des thèmes divers, liés au domaine des risques naturels, tels que des glissements de terrain, inondations, données météorologiques, géologie et géotechnique, etc.

Toutes les données publiées sont produites et mises à jour de façon autonome par les différents sujets participants (régions et agences italo-françaises) et partagées selon les principes définis par la Directive INSPIRE, par la mise à disposition de métadonnées et géoservices interopérables basés sur les normes OGC tels que CSW, WMS, WFS.

Le WP3 répond à la nécessité de capitaliser les produits et les expériences précédentes, en évitant en même temps la dispersion et la duplication de données et d'outils avec une perte relative de ressources économiques.

Le portail, dûment actualisé et intégré avec de nouveaux groupes de données, peut devenir un outil capable d'intégrer et d'organiser toutes les données présentant une composante géographique, devenant ainsi un outil d'entrepôt de données à l'appui de processus de prise de décision, partageable à niveau transfrontalier.

Le mot clé décrivant les activités menées dans le cadre du projet est interopérabilité. L'interopérabilité, dans le domaine de l'informatique, est la capacité d'un système (logiciel) ou d'un produit informatique (matériel) d'échanger des données, structures sémantiques et services avec d'autres systèmes et produits, de façon sûre et en optimisant les ressources, ayant pour objectif l'interaction entre systèmes et plateformes non homogènes et la réutilisation des données par les mêmes systèmes. L'interopérabilité est la capacité que possède un produit ou un système, dont les interfaces sont intégralement connues, à fonctionner avec d'autres produits ou systèmes existants ou futurs et ce sans restriction d'accès ou de mise en œuvre.

Le projet d'évolution du Géoportail Risknat prévoit plusieurs lignes d'action visant à garantir :

- le développement et l'évolution technologique du géoportail transfrontalier ;
- l'optimisation des processus de coopération et de fédération entre des géoportails régionaux ;
- l'évolution et l'adaptation des portails et systèmes informatiques de chacun des partenaires pour répondre aux principes d'interopérabilité (ex. : RiskPACA) ;
- le développement de nouveaux systèmes d'information à travers la réorganisation et l'élaboration de données thématiques par chaque partenaire (ex. informations historiques sur des événements extrêmes) ;
- l'adaptation et l'évolution des systèmes d'information pour la gestion des urgences (SDIS04).

Le partage des informations produites par les partenaires à l'intérieur du géoportail RiskNat selon des principes d'interopérabilité est orienté vers la simplification et l'automatisation des échanges d'information et des communications entre des partenaires français et italiens.

Les partenaires pourront accéder à cette plateforme avec des droits spécifiques de lecture et de modification, paramétrés en fonction de leurs compétences et territoire d'intervention. Les partenaires pourront accéder à cette plateforme avec des droits de lecture et de modification spécifiques, paramétrés selon leurs compétences et leur territoire d'intervention

De la sorte, le Géoportail est candidat à être un outil de partage des données et d'aide à la prise de décisions, soit pendant les phases d'urgence, pour l'utilisation des centres opérationnels de protection civile, soit lors des phases de programmation des politiques de prévention.

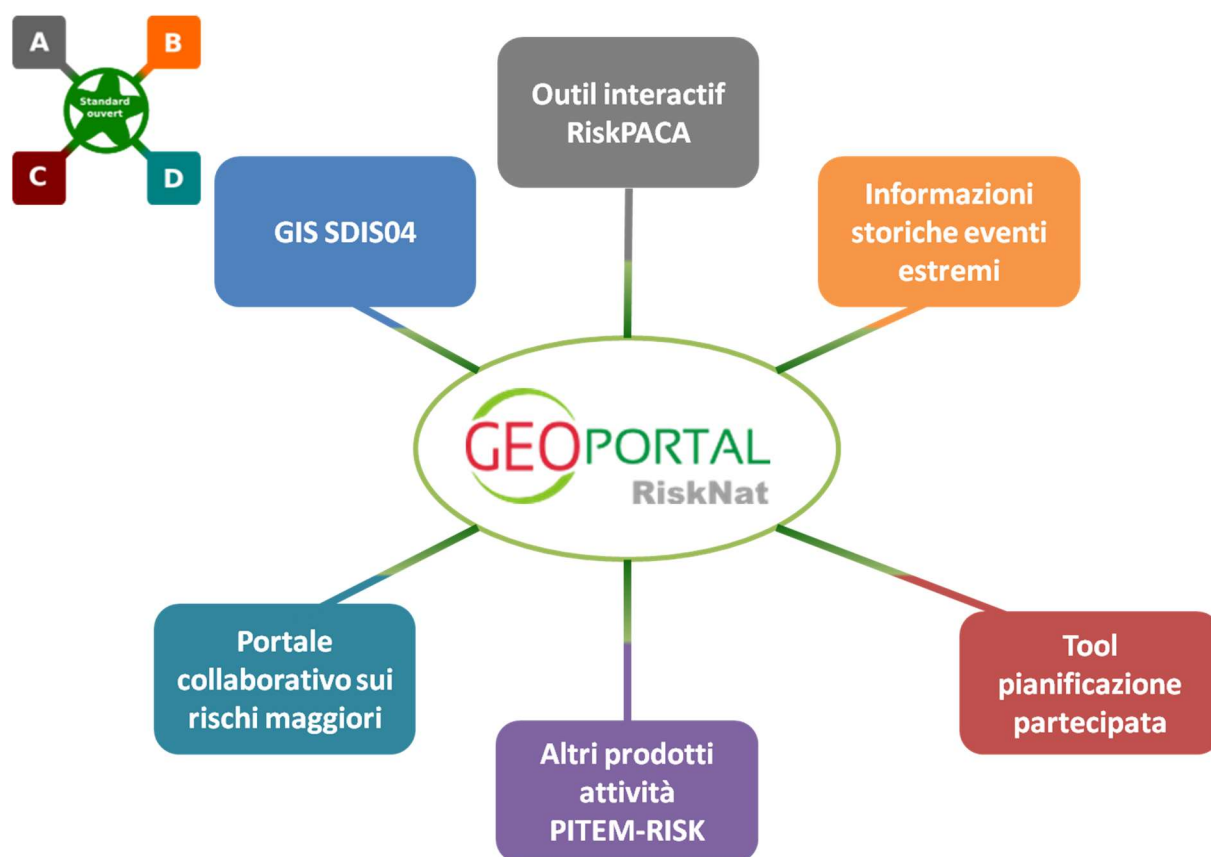


Figure 1 nouvelle élaboration et adaptation du schéma de définition de l'interopérabilité au contexte du portail RiskNat
<http://interoperability-definition.info/it/>

Au cours du projet, les activités se dérouleront conformément aux étapes suivantes.

ÉTAPE 1 : Amélioration du SIT du SDIS 04 et construction du portail collaboratif sur les risques majeurs

Le système d'information territorial du SDIS04 est conçu de façon à surveiller tous les risques locaux (risques naturels et technologiques), les positions et les infrastructures utiles à l'intervention des équipes de secours. Il est également structuré pour héberger des outils de calcul (temps de transit, démarcation des périmètres d'évacuation, évaluation du nombre de personnes touchées, etc.), utiles pour définir une réponse optimale en cas d'événement.

Sous la direction du SDIS 04- L'intégration de RiskNat avec le système d'information territorial du SDIS04 permettra le développement de l'outil, déjà en service par le SIT du SDIS04, capable de recevoir des informations issues des centres de secours. Ceci permettra de faciliter le suivi des opérations, et plus généralement, d'enregistrer les données de terrain collectées par les utilisateurs autorisés. Cet outil utilise la logique de mise à jour des informations de la cartographie opérationnelle du SDIS 04. En outre, des outils et méthodes utiles à l'évaluation des interventions réalisées dans la post-urgence, pour l'atténuation des risques naturels, seront élaborés grâce à cet outil.

Cette application permet également l'expérimentation de nouveaux parcours d'intégration interdisciplinaire (ex. : gestion des risques, ressources environnementales, tourisme, excursionisme, sports d'hiver, etc.) pour le développement de services intégrés de communication et de promotion du territoire, répondant aux exigences de la population de plus d'information.

Le système pourra utiliser les informations géographiques mises à disposition dans le Géoportail RiskNat et pourra, à son tour, rendre disponibles dans le portail « nouveaux niveaux d'information » le partage des services de catalogue de métadonnées (OGC – CSW) et les géoservices interopérables (OGC, WMS, WFS).

Les activités seront les suivantes :

- Mener des campagnes de relevés de terrain en interne pour corriger les anomalies de localisation des équipements destinés aux intervenants (hydrants), compléter les données sur les adresses de la cartographie opérationnelle (état des équipements de prévention des risques, nouveaux lotissements, numéros de voirie aux intersections, etc.).
- Simplifier et automatiser les échanges avec les partenaires institutionnels français et italiens (communes et intercommunalités, conseil départemental, directions départementales de l'État, organismes spécialisés sur les risques, gestionnaires du territoire et d'équipements, etc.).
- La collecte et la remontée d'informations seront basées sur une logique de mise à jour des informations de la cartographie opérationnelle du SDIS 04 et sur le signalement d'informations absentes du SIG opérationnel. Ex. : zonage d'un nouveau plan de prévention des risques, adresse non ou mal référencée, nouvelles zones résidentielles, route modifiée, caractéristiques des hydrants, etc. Ainsi, la plateforme cartographique collaborative constituera un système de gestion des anomalies par rapport aux informations de référence du système d'information géographique du SDIS 04 ;
- Partager les données de la cartographie opérationnelle des Alpes de Haute-Provence avec les autres acteurs et le grand public. Ils pourront éditer des cartes personnalisées constituées de couches spécifiques sélectionnées par l'utilisateur. Cela permettra de se mettre en conformité avec la directive européenne INSPIRE, qui impose aux autorités publiques, d'une part de rendre leurs données géographiques sur les risques naturels accessibles au public en les publiant sur internet, d'autre part de les partager entre elles ; Diffuser, en cas d'évènement, une carte à jour intégrant des informations transmises par les différents partenaires, des informations météo, ... Ces informations, selon leur nature, seront destinées aux gestionnaires de crise et au grand public (avec possibilité de les diffuser via des applications mobiles et des flux web

ÉTAPE 2 : Mise à jour du RiskPACA

- Mise à niveau de l'outil cartographique interactif RiskPACA (ORRM PACA) pour interfaçage avec le Géoportail (interopérabilité des données par flux WMS-WFS),
- Mise à jour des données géoréférencées sur l'espace ALCOTRA, évolution des fonctionnalités de l'outil.

ÉTAPE 3 : Portail d'informations historiques d'événements extrêmes

L'intégration avec les informations historiques permet de récupérer, d'organiser et de rendre utilisable par le public la mémoire historique sur les événements extrêmes qui ont affecté le territoire transfrontalier. Ceci contribue à l'accroissement de la résilience des communautés, des connaissances spécifiques du territoire et à la réalisation d'un réseau de sujets transfrontaliers qui travaillent volontairement ou non à transmettre la mémoire historique en la transformant en mémoire collective sur ces phénomènes au-delà de l'horizon temporel du projet. Ainsi, en fournissant des outils d'interprétation et de savoir partagé.

S'il est vrai que le territoire ALCOTRA, en raison de la pression du changement climatique, a subi des modifications profondes sur les mécanismes prédisposant aux perturbations tant sur le réseau hydrographique que sur la stabilité des versants, ce qui a augmenté de fait la vulnérabilité physique du territoire, il est également vrai que ces tendances ont été et sont accompagnées par des profondes modifications dans la structure sociale, avec des effets de rétroaction négative, ayant comme résultat la perte ou l'extranéité totale à la connaissance de son propre territoire qui avait sa propre logique pour la transmission d'informations et de savoirs dans des structures sociales radicalement différentes des actuelles. Cette dynamique contribue davantage à l'affaiblissement du contexte dans lequel les phénomènes se produisent, donnant une communauté privée de la mémoire du temps passé et des événements passés et donc pas prête pour la récurrence d'événements similaires et incapable de réagir.

À cet effet, il sera utilisé le matériel déjà publié, d'un volume remarquable mais dispersé et non « offert » au grand public et aux médias, bien qu'en ne partant que de l'après-guerre jusqu'à aujourd'hui (contribuant ainsi à une communication généraliste plus correcte et plus rigoureuse).

ÉTAPE 4 : Actualisation du géoportail et son adaptation pour recevoir les nouvelles données / plateformes

Cette phase prévoit une série d'actions destinées à mettre à jour les différents composants applicatifs du Géoportail, du point de vue technologique et fonctionnel, et à optimiser et intégrer le réseau de coopération applicative entre les portails des différents organismes ayant l'intention de participer à l'infrastructure transfrontalière.

Les activités prévues sont résumées de manière synthétique dans les points suivants :

- l'adaptation et la mise à niveau technologique des composants applicatifs du géoportail ;
- l'optimisation des processus de coopération applicative entre le géoportail Risknat et les géoportails régionaux déjà fédérés (Piémont, Ligurie, Vallée d'Aoste) ;
- l'intégration à travers la fédération de nouveaux catalogues de métadonnées et de géoservices mis à la disposition par d'autres partenaires (ex. : BRGM, SDIS04) ;
- la mise à jour et l'évolution de la base de données transfrontalière et l'évolution de la plateforme géographique Geo3D ;
- la mise à jour et / ou la création de nouvelles bases de données géothématiques et le développement d'applications thématiques spécifiques (ex. : élaboration d'une modélisation à haute résolution des champs de vent pour l'intégration dans des modèles de propagation des incendies de forêt) ;
- l'intégration avec des nouveaux ensembles de données et géoservices selon les principes de la directive INSPIRE (OGC WMS, WFS CSW etc.) ;

Progetto n.3 RISK GEST

- Sous la responsabilité de Fondazione CIMA l'intégration avec l'activité 3.1 relative à l'outil informatique pour la rédaction des plans d'urgence.
- Sous la responsabilité de la Ville métropolitaine de Turin) Préparation d'un «tableau de bord» interopérable pour fournir des données sur la mémoire historique du territoire au grand public.
- Sous la responsabilité de SDIS 04 l'intégration avec des données historiques liées à des événements passés : l'intégration avec le portail collaboratif et SIT du SDIS04.

Produits

- Inventaires mis à jour et exposés à travers le géoportail ALCOTRA RiskNAT-RiskNET
- Élaboration du portail collaboratif sur les risques majeurs
- Inventaire en ligne des événements extrêmes
- Interopérabilité entre le géoportail ALCOTRA RiskNAT et RiskNET et l'outil cartographie RiskPACA de l'ORRM

Calendrier

	Sem1	Sem2	Sem3	Sem4	Sem5	Sem6
Activité 3.2		X	X	X	X	X

Indicateurs de résultat

Nombre de personnes engagées activement dans les mesures de prévention des risques	-
Nombre d'outils développés (matériels et immatériels) pour la gestion des risques	1

8.4 WP4 – Développement de méthodes et d’outils avancés pour la surveillance, l’alerte précoce, la prévention et la gestion intégrée

Coordinateur : BRGM

8.4.1 Activité 4.1 – Surveillance instrumentale

Point de contact

Région Ligurie

Partenaires

BRGM

D’autres organismes concernés / Déléataire

ARPA Liguria

Objectifs de l’activité

Renforcement de l’efficacité de la surveillance de fortes précipitations, des crues dans les bassins hydrographiques et d’autres phénomènes naturels à travers les réseaux de détection météorologique-hydrologique.

Contenu détaillé

Les limites de la prévisibilité des événements météorologiques convectifs à méso-échelle demandent d’adjoindre, aux alertes basées sur les prévisions météorologiques, un système efficace de surveillance météorologique-hydrologique en temps réel, destiné à localiser et à quantifier en temps utile les phénomènes en cours, dans le but de produire des formes adéquates d’avertissement.

Ce type d’événements est très fréquent dans la région méditerranéenne, tant sur les zones côtières que sur les secteurs alpins proches. Les récentes inondations du 2011 et 2014 en Ligurie, du 2014 au Piémont et du 2014 et 2015 à la Côte d’Azur ont mis en évidence la manière dont les précipitations associées apportent parfois des effets dévastateurs et le fait qu’il n’est pas possible d’en prévoir la localisation et l’importance exactes longtemps à l’avance. Le même problème se manifeste dans les processus rapides d’instabilité des pentes, qui représentent les phénomènes les plus dangereux pour la vie humaine.

Il doit être donc utilisé des mesures collectées par les réseaux à terre dont les observations, intégrées avec les systèmes radar météorologiques, permettent de localiser les phénomènes les plus intenses et d’évaluer les effets au sol qu’ils pourraient provoquer.

Dans ce but il résulte essentiel d’augmenter la fréquence de l’actualisation des données recueillies en temps réel et d’améliorer la précision des mesures des précipitations intenses.

En ce qui concerne les alertes, il convient également d'évaluer l'applicabilité opérationnelle des modèles de prévision sur des bases physiques, qui pourraient constituer un outil important d'aide à la décision pour les administrateurs.

Cette activité est liée aux activités 3.2 et 3.3 et en dévient un outil opérationnel, en ce qu'il garantit la présence et le renforcement de réseaux d'observation météorologiques-hydrogéologiques qui fournissent des données pour améliorer la capacité de prévision des événements et l'évaluation de la dangerosité des glissements de terrain.

En particulier cette activité prévoit :

- l'intégration et le développement de l'interopérabilité des réseaux d'observation météorologique-hydrologique ;
- l'intégration des réseaux hydrométriques existants ;
- la mise en œuvre de nouveaux capteurs et l'adaptation du système de transmission pour augmenter la vitesse d'accès aux données en cas d'événements hydro-météo et favoriser l'interconnexion des réseaux ;
- le renforcement de l'efficacité de la surveillance du territoire ALCOTRA grâce au renforcement des réseaux de stations météo-hydrologiques ;
- l'identification des phénomènes actuels de mouvement de terrains (glissements, chutes de blocs) sur l'espace ALCOTRA, grâce à une instrumentation sur place (en connexion avec le projet ALCOTRA AD-VITAM) de type GPS à moindre coût et des stations météorologiques, et la mise en réseaux des données de surveillance sur les sites du projet (géoportail / ORRM / OMIV ...)

Produits

- Rapport sur nouveaux capteurs installés pour la surveillance des glissements de terrain
- Rapport sur nouvelles centrales hydrométéorologiques installée

Calendrier

	Sem1	Sem2	Sem3	Sem4	Sem5	Sem6
Activité 4.1	X	X	X	X	X	X

Indicateurs de résultat

Nombre de personnes engagées activement dans les mesures de prévention des risques -

Nombre d'outils développés (matériels et immatériels) pour la gestion des risques 2

8.4.2 Activité 4.2 - Prévisions météo

Point de contact

Région du Piémont

Partenaires

Fondazione CIMA, Région Ligurie, BRGM

D'autres organismes concernés / Déléataire

ARPA Piemonte, ARPAL

Objectifs de l'activité

Mise au point d'outils de sensibilisation sur les risques transfrontaliers : application de techniques de modélisation météorologique à haute résolution, en association avec l'assimilation d'observations au sol et radar, pour améliorer la capacité de prévision des événements convectifs extrêmes.

Contenu détaillé

Chaque année, le mauvais temps est responsable de dizaines de morts et de pertes économiques de millions d'euros sur le bassin méditerranéen, il devient donc très important d'améliorer la capacité de prévision de ces phénomènes à l'aide de modèles numériques de prévision (Numerical Weather Prediction (NWP) models). Ces modèles sont basés sur la solution approchée des équations physico-mathématiques, appelées équations primitives, qui décrivent l'évolution de l'atmosphère dans le temps et dans l'espace (Kalnay et al., 2002).

D'un point de vue mathématique la NWP est un problème typique, déterminé par leurs conditions initiales et de contour. La connaissance et l'assimilation des conditions initiales sont une des sources primaires d'erreur dans la modélisation météorologique. L'incertitude dérive tout d'abord de la difficulté d'obtenir une connaissance complète de l'état initial de l'atmosphère puisque, malgré le développement du réseau de captation de données de la dernière décennie (intégré par télémétrie, radar, satellites par exemple), les informations sont toujours affectées par une incertitude importante et ne sont pas distribuées de façon homogène. La réponse pourrait se trouver dans l'assimilation de plus de données d'observation dans les modèles, pour réduire l'incertitude dans la représentation de l'état initial de la prévision et pour améliorer les prévisions à court terme des événements convectifs intenses.

Ces événements en fait sont typiques de la zone comprise entre la Ligurie, le Piémont et la région PACA, toujours à risque d'inondations et crues soudaines de par ses caractéristiques orographiques. Dans le cas de la Ligurie et de la région PACA, la mer peut également jouer un rôle important dans le déclenchement de tempêtes intenses. En outre, la taille des bassins fluviaux dans cette zone est réduite, ce qui expose le territoire aux événements hydrométéorologiques extrêmes, localisés dans l'espace et dans le temps.

L'innovation technologique et la construction de centres de calcul toujours plus puissants rendent en outre possible la mise en œuvre de modèles numériques plus raffinés, qui pourraient permettre une amélioration de la prévision météorologique au moyen-court terme. À cet effet, un travail de recherche précis reste néanmoins nécessaire pour mieux caractériser les différentes sources d'incertitude météorologique en fonction des différents scénarios possibles d'événement météorologique. Dans ce contexte, les modèles COSMO (Arpa Piemonte), WRF (CIMA) et MOLOCH (ARPAL) seront utilisés à haute résolution spatiale (1-3 km) pour chercher à reproduire ces événements convectifs extrêmes.

Cette activité prévoit donc les étapes de travail suivantes :

- l'identification des cas d'étude d'événements convectifs intenses dans le passé récent, intéressants du point de vue de la prévision opérationnelle des zones concernées. Il sera pris en considération un cas d'étude pour chaque zone ;
- collecte de données d'observation (stations au sol, données radar et satellitaires) nécessaires pour vérifier les simulations météorologiques et éventuellement utilisables dans les modèles par assimilation de données ;
- optimisation des configurations des modèles météorologiques choisis pour améliorer la capacité de reproduction de la dynamique et de la physique des phénomènes convectifs étudiés ;
- exécution des simulations météorologiques au moyen de trois modèles considérés sur un domaine commun (passage de contrôle sans assimilation de données) ;
- test sur l'utilisation de nouveaux schémas de paramétrage physique actuellement en phase de développement ;
- évaluation de l'impact de l'assimilation des données d'observation sur la capacité prédictive des modèles météorologiques choisis, en particulier dans le court terme (nowcasting) ;
- vérification des résultats des simulations avec des techniques classiques et innovantes ;
- organisation de rencontres / réunions annuelles des partenaires pour vérifier l'état d'avancement des travaux ;
- activité de communication et diffusion des résultats obtenus.

Produits

- Rapport synthétique des activités réalisées
- Publication des résultats des activités effectuées sur les plateformes Web RISK NAT et sur d'autres plateformes
- Provision des configurations de modélisation qui sont optimisées pour une possible utilisation pour des actifs dans le domaine de la prévision météorologique immédiate basée physiquement
- Organisation de réunions de communication et de discussion avec des acteurs institutionnels pour la diffusion des résultats

Calendrier

	Sem1	Sem2	Sem3	Sem4	Sem5	Sem6
Activité 4.2.1	X					
Activité 4.2.2		X				
Activité 4.2.3		X				
Activité 4.2.4		X	X	X		
Activité 4.2.5		X	X	X		
Activité 4.2.7				X	X	
Activité 4.2.8		X	X	X		
Activité 4.2.9				X	X	X

Indicateurs de résultat

Nombre de personnes engagées activement dans les mesures de prévention des risques	-
Nombre d'outils développés (matériels et immatériels) pour la gestion des risques	1

8.4.3 Activité 4.3 – Glissements de terrain

Point de contact

BRGM

Partenaires

Région Ligurie, Ville Métropolitaine de Turin, Région de la Vallée d'Aoste

D'autres organismes concernés / Délégué

ARPAL

Objectifs de l'activité

Définition d'une approche commune, à échelle alpine occidentale, pour l'évaluation de la dangerosité des glissements de terrain et pour la gestion de ces problèmes par les administrations publiques.

Contenu détaillé

L'augmentation des pressions anthropiques et, vraisemblablement, les effets des changements climatiques amènent de manière inévitable à une augmentation générale des conditions d'exposition aux risques naturels des territoires Alcotra, rendant impérieuse la recherche de méthodes d'augmentation de la résilience efficaces, économiquement viables et communes.

Dans ces zones en particulier, les glissements de terrain représentent l'un des principaux éléments de dangerosité géologique. Pour cette raison, certains projets précédents européens (ex. : RiskNat) et nationaux (ex. : PST) ont mis à la disposition une imposante série historique de données radar interférométriques et ont renforcé les réseaux de surveillance sur le territoire, en développant des approches partagées pour l'évaluation des risques, au moins au niveau local.

Face à cette amélioration du niveau de connaissance et d'évaluation du phénomène, il manque encore une approche commune et partagée pour la gestion de ces types de phénomène, en particulier au niveau des voies de communication.

Les données collectées dans les programmations précédentes, utilisées normalement pour des analyses à l'échelle locale, n'ont jamais été analysées à l'échelle de la chaîne alpine occidentale avec une approche partagée et cohérente pour une évaluation générale de la susceptibilité du territoire aux phénomènes de glissements de terrain, ce qui empêche de fait une connaissance et une interprétation réelles du phénomène.

Un autre écart qui apparaît est en rapport avec les activités de surveillance et d'alerte, pour lesquelles les collaborations précédentes ont mis en évidence des besoins de développement supplémentaires en matière d'évaluation de l'applicabilité de technologies particulières (instrumentales et de modélisation), en vue d'une norme opérationnelle. commun, comme cela peut être le cas de l'utilisation des SAPR - ou «drones» fournis par la ville métropolitaine de Turin - pour surveiller les premières étapes de l'instabilité sur la pente.

Ces activités prévoient donc 3 macro groupes d'activité :

- Reconnaissance des modèles déjà existants d'abord dans la littérature et vérification sur le terrain ensuite (Test de modèle statique existant et test de modèle à base physique et poursuite du développement d'outils de remontée de terrain) ;
- Analyse des relations pluies / glissements de terrain (en relation avec le projet ALCOTRA AD-VITAM) et cartographie de la susceptibilité des phénomènes de versants à l'échelle de l'arc alpin (organisation, structuration et élaboration des couvertures de télédétection radar par satellite) en vue de favoriser l'amélioration de l'identification d'un risque de départ pour les chutes de blocs en vue des cartes de danger.
- Expérimentation pilote : expérimentation des différentes approches d'analyse du phénomène sur un même territoire pour vérifier la solidité de chacune d'elles, identifiant les forces et les faiblesses pour élaborer une approche partagée ou au moins connue.
 - identification du territoire en accord avec les différents partenaires acteurs de l'activité ;
 - mise en œuvre de deux approches ;
 - comparaison critique des résultats obtenus.
- Identification et définition d'une approche commune, à l'échelle alpine occidentale, pour l'analyse et la surveillance des phénomènes de glissement de terrain.

Produits

- 1 examen des modèles existants

- 1 rapport au sujet des différents résultats relatifs au site pilote
- Rapport sur la définition de l'approche commune pour l'analyse des phénomènes de glissement de terrain

Calendrier

	Sem1	Sem2	Sem3	Sem4	Sem5	Sem6
Activité 4.3	X	X	X	X	X	X

Indicateurs de résultat

Nombre de personnes engagées activement dans les mesures de prévention des risques -

Nombre d'outils développés (matériels et immatériels) pour la gestion des risques 1

8.4.4 Activité 4.4 – Développement d'outils pour l'échange d'informations

Point de contact

SDIS73

Partenaires

SDIS 04, BRGM

D'autres organismes concernés / Délégué

Objectifs de l'activité

Renforcement des outils pour l'échange d'informations opérationnelles en relation aux risques existants ou en cours sur le territoire ALCOTRA dans le but d'améliorer la prévention, la réponse aux urgences et la gestion des crises.

Contenu détaillé

Ces activités ont comme objet de l'intervention les centres de protection civile et les moyens qui y sont utilisés.

L'activité sera réalisée selon les 3 étapes suivantes

Etape 1 : équipement HW des centres de secours

En ce qui concerne *les centres de protection civile* il est prévu de développer un réseau radio tactique (bulle 4G) interopérable entre les forces de protection civile Française et Italiennes. Ce réseau a pour vocation de permettre la mise en commun des réseaux radios Italiens et Français tant présents que futurs. Il permettra ainsi d'éviter de nouveaux investissements en permettant à chacun de pouvoir venir se loger au sein d'une bulle tactique en cas de crise majeure.

Ce réseau aura l'avantage d'être sécurisé, rapidement déployable et d'être un réseau 4 G "propriétaire" ne dépendant pas des infrastructures existant. Cela donne de l'autonomie en cas de crise mais également la certitude de pouvoir communiquer ensemble.

Cette activité participe pleinement à la résilience des populations puisque le retour à la normale après une crise n'intervient que consécutivement à l'action coordonnée et efficiente des secours, qui concourent à la limitation des effets du sinistre et, dans une moindre mesure, à la remise en état des zones sinistrées.

- Réalisation d'études techniques permettant de choisir des bulles tactiques
- Développement des applications métiers au sein des bulles tactiques
- Développement des ponts entre les réseaux radios actuels et le réseau 4G
- Acquisition de matériel en vue de réaliser des tests en situation réelle
- Test
- Doter les centres de secours de terminaux embarqués permettant d'une part de guider les engins en mission, et d'autre part d'afficher les éléments de la cartographie opérationnelle qui leur seront utiles en intervention.

Pour cela, le SDIS 04 mettra en place un système permettant d'importer les données de la cartographie opérationnelle dans un terminal embarqué, que ce dernier pourra interpréter pour le calcul d'itinéraires.

Etape 2 : équipement HW des centres de secours

Acquisition d'un ETL type OXIO permettant d'interfacer les suites progiciels du SDIS et ainsi créer un SDACR (schéma départemental d'analyse et de couverture du risque) dynamique qui sera intégré à la plateforme collaborative REMOCRA. Ce type de progiciel permettra de produire des indicateurs transversaux et d'évaluer l'activité de la collectivité sous tous les angles : efficacité opérationnelle, rationalisation des ressources, respect des contraintes réglementaires, etc.

Etape 3 : équipement HW des véhicules de sauvetage

En ce qui concerne *les moyens* :

- Éditer des plans parcellaires de communes du département afin que les principaux éléments de la cartographie opérationnelle soient embarqués dans les engins d'intervention ;
- Doter les postes de commandement mobiles de matériels permettant d'afficher en temps réel la cartographie opérationnelle pour l'analyse de la zone d'intervention, et d'en faire les traitements

nécessaires pour la gestion de crise (anticipation de l'évolution des phénomènes, calcul de périmètres d'évacuation, etc.).

- Développement de systèmes à bulles radiophoniques permettant la création d'un réseau local de communication en situations de crise, la communication et l'échange de données entre les services de secours et l'intégration des outils actuels de gestion des crises
- Acquisition d'un ETL type OXIO permettant d'interfacer les suites progiciels du SDIS et ainsi créer un SDACR (schéma départemental d'analyse et de couverture du risque) dynamique qui sera intégré à la plateforme collaborative REMOCRA. Ce type de progiciel permettra de produire des indicateurs transversaux et d'évaluer l'activité de la collectivité sous tous les angles : efficacité opérationnelle, rationalisation des ressources, respect des contraintes réglementaires, etc.

Produits

- Rapport sur le nouvel équipement technologique des centres de secours
- Rapport sur le nouvel équipement technologique des véhicules de sauvetage
- Software ETL
- Développement d'un outil de remontée de terrain sur les mouvements de terrain, interopérable avec RiskPACA (ORRM)
- Rapport et achat de matériel pour test également (bulles tactique 4 G + matériel lié)

Calendrier

	Sem1	Sem2	Sem3	Sem4	Sem5	Sem6
Activité 4.4	X	X	X	X	X	X

Indicateurs de résultat

Nombre de personnes engagées activement dans les mesures de prévention des risques

Nombre d'outils développés (matériels et immatériels) pour la gestion des risques 4

9 Calendrier des activités

		2018	2019			2020		2021
		Sem1	Sem2	Sem3	Sem4	Sem5	Sem6	
WP 1	1.1 Gestion quotidienne du projet	X	X	X	X	X	X	X
	1.2 Gestion financière	X	X	X	X	X	X	X
WP 2	2.1 Animation de la section du site PITEM RISK dédié au RISK GEST	X	X	X	X	X	X	X
	2.2 Conception et mise en œuvre d'événements publics	X	X	X	X	X	X	X
	2.3 Réalisation et diffusion des activités de communication du projet	X	X	X	X	X	X	X
WP 3	3.1 Programmes locaux d'aménagement du territoire	X	X	X	X	X	X	X
	3.2 Geoportail RiskNat	X	X	X	X	X	X	X
WP 4	4.1 Surveillance instrumentale	X	X	X	X	X	X	X
	4.2 Prévisions météo	X	X	X	X	X	X	X
	4.3 Glissements de terrain	X	X	X	X	X	X	X
	4.4 Développement d'outils pour l'échange d'informations	X	X	X	X	X	X	X

10 COUTS - LISTE DETAILLEE DES COUTS

Pour la liste des coûts désagrégée, voir l'annexe spécifique

11 INDICATEURS DE RÈSULTAT ET DE REALISATION

11.1 a. de résultat du programme

INDICATEURS DE RESULTAT	Valeur objective
Nombre de personnes activement impliquées dans les mesures de prévention des risques	15000

11.2 b. de réalisation / output de projet

INDICATEURS DE REALISATION/OUTPUT	Valeur objective
Nombre d'outils développées –matériels et immatériels– pour la gestion des risques	11

12 PLAN DE FINANCEMENT – SUBVENTION

Vous trouverez ci-dessous un tableau récapitulatif afin de mettre en évidence, pour chaque partenaire, le montant du financement FEDER et la part des contreparties publiques, dont la somme détermine le budget total du projet.

En ce qui concerne les partenaires italiens, la part des contreparties publiques provient du Rotation Fund conformément à la résolution CIPE n° 10 du 28 janvier 2015.

PARTNER	IMPORTO FESR	% FESR	IMPORTO CPN	%CPN	BUDGET TOTALE
CIMA	164.135,00 €	85%	28.965,00 €	15%	193.100,00 €
RL	198.050,00 €	85%	34.950,00 €	15%	233.000,00 €
SDIS04	201.178,00 €	85%	35.502,00 €	15%	236.680,00 €
PACA	89.675,00 €	85%	15.825,00 €	15%	105.500,00 €
RAVA	221.314,50 €	85%	39.055,50 €	15%	260.370,00 €
CittametroTO	137.275,00 €	85%	24.225,00 €	15%	161.500,00 €
SDIS73	250.750,00 €	85%	44.250,00 €	15%	295.000,00 €
BRGM	244.162,50 €	85%	43.087,50 €	15%	287.250,00 €
RP	93.500,00 €	85%	16.500,00 €	15%	110.000,00 €
totale	1.600.040,00 €	85%	282.360,00 €	15%	1.882.400,00 €

12.1 FEDER

PARTNER	IMPORTO FESR	% FESR	BUDGET TOTALE
CIMA	164.135,00 €	85%	193.100,00 €
RL	198.050,00 €	85%	233.000,00 €
SDIS04	201.178,00 €	85%	236.680,00 €
PACA	89.675,00 €	85%	105.500,00 €
RAVA	221.314,50 €	85%	260.370,00 €
CittametroTO	137.275,00 €	85%	161.500,00 €
SDIS73	250.750,00 €	85%	295.000,00 €

Progetto n.3 RISK GEST

PARTNER	IMPORTO FESR	% FESR	BUDGET TOTALE
BRGM	244.162,50 €	85%	287.250,00 €
RP	93.500,00 €	85%	110.000,00 €
totale	1.600.040,00 €	85%	1.882.400,00 €

12.2 CPN

PARTNER	IMPORTO CPN	%CPN	BUDGET TOTALE
CIMA	28.965,00 €	15%	193.100,00 €
RL	34.950,00 €	15%	233.000,00 €
SDIS04	35.502,00 €	15%	236.680,00 €
PACA	15.825,00 €	15%	105.500,00 €
RAVA	39.055,50 €	15%	260.370,00 €
CittametroTO	24.225,00 €	15%	161.500,00 €
SDIS73	44.250,00 €	15%	295.000,00 €
BRGM	43.087,50 €	15%	287.250,00 €
RP	16.500,00 €	15%	110.000,00 €
totale	282.360,00 €	15%	1.882.400,00 €

12.3 Autofinancement

Les partenaires français bénéficient d'un autofinancement en ce qui concerne le quota de contrepartie publique

12.4 Aide d'État

Le projet ne prévoit pas la participation de partenaires privés pour lesquels une autocertification concernant l'application des aides d'État est requise.

